

Meeting des acteurs du commerce : Un soutien clair aux FAMA

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 26 OCTOBRE 2021

960

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Le représentant de la CEDEAO persona non grata

Les non-dits d'une tentative de déstabilisation



Face à la délégation de l'ONU au Mali : Choguel
Maïga maintient son cap !



Mali – Nations Unies : Le Conseil de sécurité
en visite à Bamako note des avancées notoires



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

25 Oct.
2021

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

881

Nouveaux cas confirmés

18

Nouveaux guéris

09

Nouveaux décès

01

Au cours des dernières 24 H

66 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
08 cas graves en soins intensifs
206 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

15 866

Guéris

14 585

Décès

559

dont 761 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.16



P.26



/ Une /

Le représentant de la CEDEAO persona non grata : Les non-dits d'une tentative de déstabilisation

P.4

/ Brèves /

Ag Alkassam, Nasser, al-Chinguetti : Coups de poignards et jeu de dominos dans le Gourma
 Mali : "Mieux vaut des élections reportées que des élections bâclées" Transition
 En visite au Mali : Le Conseil de sécurité veut plaider pour le retour d'un pouvoir civil
 Transition : Le Mali promet d'annoncer en décembre une date pour les élections
 Mali : Des passagers débarqués d'un bus par des hommes armés (Niono)
 Mali : 18 morts dans des attaques dans le nord et le centre du pays
 Mali : Le Conseil de sécurité de l'ONU suffisamment imprégné

P.12

P.12

P.13

P.13

P.13

P.14

P.14

/ Actualité /

Meeting des acteurs du commerce : Un soutien clair aux FAMA16
 Convention Nationale de la JCI-Mali : Le Sénateur Kalifa Diakité succède à Aboubacar I. Dicko
 Gestion de la bourse marocaine : L'exercice de transparence du Directeur général de l'Enseignement supérieur
 MINUSMA : Évaluation de la situation des droits humains à Gao
 Mali : La junte militaire rétropédale sur les négociations avec les groupes terroristes

P.16

P.17

P.19

P.20

P.22

/ Politique /

Face à la délégation de l'ONU au Mali : Choguel Maiga maintient son cap !
 Mali – Nations Unies : Le Conseil de sécurité en visite à Bamako note des avancées notoires
 La Transition au Mali : Faut-il espérer cette fois-ci ?
 Mali : Le Mouvement Patriotique pour l'Emergence au Mali MPE-MALI est lancé

P.23

P.25

P.26

P.29

/ Culture & société /

L'appel du MALI KURA : La musique engagée d'un collectif d'artistes pour le changement

P.30

/ International /

Coup de force au Soudan : Le Général al-Burhan annonce la dissolution des autorités de transition
 Assassinat de Thomas Sankara : Des chercheurs insistent pour que le procès soit enregistré

P.31

P.33

/ Sport /

Ligue des champions : Horoya qualifié en phase de poules, pas l'ASEC

P.34

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**



Le représentant de la CEDEAO persona non grata

Les non-dits d'une tentative de déstabilisation

« Persona non grata » signifie littéralement « personne qui n'est pas bienvenue » c'est-à-dire qui est indésirable. C'est une expression latine généralement utilisée dans les relations diplomatiques et plus précisément lorsqu'une personnalité accréditée (ambassadeur ou représentant d'une organisation internationale) adopte des comportements ou pose des actes jugés inacceptables par le pays d'accueil. Il lui est alors demandé de quitter le territoire national dans un délai généralement court sauf à ne plus bénéficier des protections liées à son statut diplomatique.

Cette « anomalie » dans les relations diplomatiques, symptomatique de fortes tensions entre acteurs de la scène internationale, est prévue par la Convention de Genève qui régit encore l'essentiel des relations internationales. Cette mesure n'est soumise à aucune motivation circonstanciée et est d'application immédiate. Mais il est de règle que les pays qui prennent cette mesure s'en expli-

quent avec plus ou moins de détails. Hier lundi 25 octobre 2021 donc, le Représentant spécial de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) au Mali a été convoqué au Ministère des Affaires étrangères et de la Coopération internationale où il lui a été notifié la décision du Gouvernement de la République du Mali le déclarant « persona non grata ». La télévision nationale a aussitôt diffusé la nouvelle par une bande défilante jusqu'au Journal Télévisé de 13 heures qui a abondamment repris l'information avant une explication de texte du ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Abdoulaye Diop, dans le journal de 20 heures.

Les accusations portées par le ministre contre le représentant spécial sont en soi graves et leur décryptage ne peut qu'annoncer une grande lessive à venir incessamment.

Selon donc le chef de la diplomatie malienne « **Les diplomates ont une obligation de réserve, ont une obligation d'impartialité et**

ils ne doivent pas s'ingérer dans les affaires du pays. Naturellement ils doivent faire leur travail en représentant les intérêts de leurs organisations. Donc quand on arrive à ce niveau aujourd'hui, le représentant de la CEDEAO en question a reçu plusieurs mises en garde. Ces mises en garde ont été adressées à lui-même, ensuite à la Commission de la CEDEAO et même à la présidence en exercice. Malgré ces mises en garde, l'intéressé a continué à s'adonner à des activités qui sont incompatibles avec (son statut). L'intéressé s'est engagé avec des groupes, avec des individus de la société civile comme du monde politique et même du monde de la presse qui entreprennent des activités hostiles à la Transition et qui ne cadraient pas du tout avec sa mission. La personne en question fait autre chose qui n'est pas ce travail et en tant que pays souverain nous estimons qu'à un certain moment si cette personne

ne comprends pas les limites de sa mission qu'elle a outrepassé il est du devoir des autorités en place de s'assumer. Maintenant, il faut juste que cela soit clair, ces actes sont dirigés contre une personne, un individu qui, de notre point de vue exerce des activités qui ne sont pas compatibles avec sa mission. Avec la CEDEA nous souhaitons continuer les relations de bonne coopération, des relations de solidarité avec la Conférence des Chefs d'Etat, des différentes instances de la CEDEAO et la CECEAO en tant qu'organisation. Nous demandons juste à la CEDEAO de désigner une autre personne qui a conscience des limites de son mandat et nous serons tout disposés à travailler avec cette personne pour faire avancer l'agenda de notre organisation. Conformément au communiqué, il est absolument très clair, nous souhaitons qu'il puisse quitter dans des conditions de dignité mais nous souhaitons qu'à compter de ce délai il ne puisse plus être présent sur notre territoire ».

Ce langage diplomatique, par nature policé annonce des faits gravissimes et un orage imminent à différents niveaux.

En effet, on peut d'abord s'interroger sur une éventuelle réaction de la CEDEAO gravement mise en cause pour inertie alors qu'aussi bien le président de la Commission et le président



en exercice auraient été informés des agissements de M. Boly incompatibles avec sa mission. Qu'ont-ils fait ? Pourquoi n'a-t-il pas été rappelé ? Ont-ils considéré que les autorités maliennes racontaient des histoires, que le dossier était léger ? Ou ont-ils encouragé leur représentant à continuer à « gêner » la Transition malienne laquelle, c'est peu dire, n'est pas en odeur de sainteté à la CEDEAO. Mais la CEDEAO pourrait aussi courber le dos et laisser passer l'orage. Dans ce cas désignera-t-elle rapidement un nouveau représentant dans un pays au cœur de toutes les controverses en son sein. Oui, si la raison l'emporte.

L'autre zone de turbulence est infiniment plus forte. En effet, la panoplie des actes hostiles à la Transition qu'aurait pu poser l'ex-représentant n'est pas extensible à l'infini. De deux choses l'une. Hamidou Boly, de concert avec

les forces politiques et sociales citées a-t-il voulu torpiller la tenue des Assises Nationales de la Refondation (ANR) et la mise en place de l'organe unique de gestion des élections auxquelles la CEDEAO est opposée ? Ou, plus gravement, a-t-il incité au renversement des institutions de la Transition. Dans cette seconde hypothèse, il faudrait s'attendre à l'ouverture d'une information judiciaire suivie d'arrestations de personnalités de la société civile, de la classe politique voire de journalistes. Faut-il à ce sujet s'interroger sur les liens avec des militaires en détention depuis quelques temps ? En toute hypothèse, la Transition n'a pas encore atteint son point de stabilité et ses sécurocraties ont encore du pain sur la planche.

■ Moctar Sow



Collectif des amis de professeur clément Dembelé



Un sauveur, un cerveau du CNSP, vice président du Mali.

Dans l'histoire jamais fait.

Qui dirige le centre du théâtre d'opérations. Ce comportement n'a jamais été au Mali. Dans le norme les Maliens doivent se réunir de plaindre pour que Assimi puisse décorer Maréchal à défaut général de 5 étoiles, comme Idriss deby du theade .De 2002 à jour bientôt 19 ans au milieu de terroristes.

Vraiment il est grand temps que vous arrêtez, vous avez assez fait. Nous vous remercions, nous vous garderons comme héros Maliens. Vous serez imité par quelqu'un car vous avez été le premier et vous aurez imité par vos aînés et vos Cadets.

_ un acte inoubliable pour les patriotes ainsi que d'autres.

- un acte hors-classe et permet de faire taire certains de l'esprit négatif, car la présence d'un chef d'État sur ce lieu est vraiment curieux.

_ Qu'allah vous assiste, qu'il vous protège. Cher Acho.

Fait à KAYES le 25 octobre 2020.

Seydou sinayoko professeur en l'analyse financière.



PLATEFORME SOUMEYLOU BOUBEYE MAIGA

Soyons véridiques sur la situation sociopolitique du Mali, les Maliens ne connaissent pas du tout la reconnaissance des fruits de ses fils ...Le tigre SBM par son parcours incontournable a travers l'administration Malienne a eu à faire ou gère beaucoup des choses incontournables



qui va à la rencontre de l'intérêt du peuple, le seul ancien P.M à son temps qui avait réduit le train de vie de l'état de 30 milliards à 19 milliards et les 11 milliards comme bénéfici au trésor public ...en dehors de ses engagements patriotiques SBM est respectueux dans toutes les sous régions par sa capacité intellectuelle en tant que observateurs internationaux ... Et si je vois du jour au lendemain l'état vient de lui capture dans l'inégalité, à l'absence de l'assemblée nationale légitimes, ainsi que la haute cour de justice, qui me sem-

ble en particulier une présomption d'innocence non vérifiables, à cet effet SBM avait joué un rôle majeur dans la crise sociopolitique au moment du coup d'état, c'est SBM qui avait proposé les idéaux du vice président ainsi que le président de la transition en respectant les délais de la transition, et en allant de cette directive SBM fut aussi l'un des acteurs politiques qui avait fait un rappel aux membres de la transition pour la durée de la transition, et par finissez cet acte fut l'un de propos pour sa capture au niveau de la justice nul n'est au dessus de la loi, mais par mes conceptions personnelles ils ont fait cet acte inégalement aux yeux de tous les Maliens, soyons véridiques. La capture de SBM ne révèle rien d'autre que pour son idée de non prolongation de la transition # et si vous constatez aucune nouvelle pour son jugement, n'y pour sa libération, et sa condition au niveau des prisons centrales n'est pas du tout confortable en tant que un ancien homme d'état exceptionnel respecté au Mali ainsi que dans la sous région ...selon mes analyses sur le statut social de SBM l'homme mérite de la considération au Mali.

LE PREMIER PRISONNIER DE LA COUR SUPRÊME DU MALI L'HISTOIRE RETIENDRA SA INCHALAH



Actualités éducatives, sportives et musicales

INCROYABLE

L'arbitre allemande a expulsé le joueur Turc, KARIM DEMIRBAI, et avant de quitter le stade, le joueur lui a dit : « Les femmes sont dans



la cuisine, pas dans les stades >> .

Il a été suspendu pour 5 Matches et une décision a été rendue par la fédération allemande pour le contraindre à arbitrer l'un des matchs féminins afin d'apprendre à respecter les femmes.

En effet, c'est ce qui s'est passé, et DEMIRBAI dans ce Match a exclu 7 joueuses et le match a été arrêté.

Puis ils lui ont demandé pourquoi tout ces cartons rouges?

Il a répondu : " La place de la femme est dans la cuisine "

Un vrai misogyne ce type



■ Jeune Afrique



Principal accusé du procès des assassins de Thomas Sankara, l'ancien président burkinabè a toujours refusé de répondre à la justice de son pays. Selon les informations de Jeune Afrique, son état de santé ne le lui permet désormais plus.



■ MALI Infos "ANW KO MALI"



Le paradoxe malien

La France dit que le Mali discute avec Wagner,

Les autorités maliennes disent qu'elles ne connaissent même pas Wagner pourtant on décide de croire aux français.

Les médias françaises disent que le Mali a mandaté le HCl pour ouvrir les négociations avec les terroristes maliens,

Le gouvernement malien dit qu'il n'a mandaté personne pour les négociations.

Encore une fois on préfère croire les affirmations françaises.

Finalement devons nous croire la France ? Ou seulement quand ça nous arrange ?

En attendant vos réponses: Soit nos autorités n'assument pas leurs décisions soit nous croyons à des mensonges propagés par la France.



MALI Infos "ANW KO MALI" est à Bamako.

Des explications sur le renvoi du représentant de la CEDEAO

«Il (le Représentant de la CEDEAO) est en contact avec des groupes issus de la société civile et avec des partis politiques qui visent à déstabiliser la transition en cours. C'est à cet agenda qu'il répond, non à celui de la Cedeao. » précise le Ministre des Affaires étrangères M. Abdoulaye Diop.



■ Horon-Tv



Ce n'est pas une première fois que ce genre de situation arrive au Mali. Sous le régime d'Ibrahim Boubacar Keita, le chef de bureau de la MINUSMA à Kidal, Christophe Sivillon, a été déclaré « persona non grata au Mali » par les autorités. Il est accusé d'avoir tenu des propos, à Kidal, remettant en cause l'intégrité territoriale du Mali. Il avait reçu, quant à lui, 24 heures pour quitter le pays. Une annonce d'un communiqué du gouvernement qui avait été publié en décembre 2019.



■ Kati 24

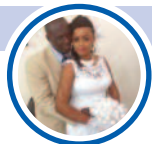


#Coup d'Etat au Soudan: Le Premier Ministre aux arrêts.

Coup d'Etat en cours au Soudan. Le premier ministre et plusieurs dirigeants civils de la transition ont été arrêtés tôt ce lundi 25 Octobre. Les militaires ont pris le contrôle de la télévision d'Etat. Message du général Abdel Fattah Al-Burhan annoncé pour bientôt. La communauté internationale se dit inquiète. (rfi)



■ Fier D Etre Malien et Africain.



#URGENT : L'ambassadeur du Niger auprès de l'ONU revient sur la situation au Mali. Après leur départ au Mali depuis hier vers l'ONU, l'ambassadeur du Niger auprès de l'ONU revient sur la transition politique au Mali qui au cœur des tensions diplomatique entre le Mali

et l'ONU, CEDEAO.

Selon les propos de l'ambassadeur du Niger, auprès de l'ONU: " la délégation onusienne ne s'oppose pas sur le report des élections présidentielles au Mali mais insiste sur le fait que la transition ne puisse pas prolongée pour empêcher le peuple malien de choisir librement leurs dirigeants". selon une source diplomatique rapporté par AFP.

Le revirement stratégique et diplomatique de l'ambassadeur du Niger auprès de l'ONU Abdou Abarry intervient après l'annonce de l'expulsion du représentant de la CEDEAO du Mali ce 25 octobre 2021 et au propos tenus par le président nigérien Mohamed Bazoum qui met en garde les autorités maliennes contre tout prolongement de la date des élections présidentielle cité dans jeune Afrique.

KAO François AGORA Actualités



■ Moussa Nouhoum Guindo



Issa Kaou N'Djim doit être expulsé du CNT. C'est un ennemi déclaré du Mali.

■ NIANG TV



URGENT - #Soudan : #Ankara s'inquiète de la tentative de coup d'état au Soudan

La Turquie a fait part de sa profonde préoccupation face aux informations concernant une tentative de coup d'état au Soudan.

Dans un communiqué écrit, partagé lundi, le ministère turc des Affaires étrangères a appelé toutes les parties soudanaises à rester attachées au processus de transition dans le pays.

"Nous accueillons avec une profonde préoccupation les informations faisant état d'une tentative de putsch le 25 octobre au Soudan", a déclaré Ankara, avant d'exprimer ses attentes en faveur du respect du processus de transition.

Lundi matin, le Premier ministre Hamdok est de nombreux politiciens et ministres ont été placés en garde à vue par un groupe des forces armées.

Le ministère soudanais de la Culture et de l'Information a déclaré, via son compte officiel Facebook, qu'"une force de l'armée a arrêté Hamdok et l'a transféré dans un lieu inconnu après avoir refusé de

soutenir le coup d'Etat", sans communiquer plus de détails



■ Serge Daniel



#Mali-CEDEAO -Le gouvernement malien a déclaré ce 25/10/2021/ , Personna non grata, Monsieur Hamidou Boly, Représentant Spécial de la CEDEAO au Mali.

■ Larmes des pauvres



#Mali --#Ségou Ce 25/10 Selon des sources concordantes, une scène macabre a été découverte dans le gros village peul de #Ndola (#Niono) après le passage d'une patrouille des #FaMa. Cinq (5) hommes ont été égorgés et des habitants incendiés.

#Mali --#Mopti ce 24/10 vers 12h un affrontement a été signalé dans la mare de #Goundaka (#Bandiagara), site situé dans les encablures de la localité. À suivre...

#Mali --#Mopti dans la nuit du 22 au 23/10 vers 4h du matin, des individus armés ont attaqué le village de #Dourou dans le cercle de #Bandiagara. Tous les animaux ont emportés, des greniers et des motos brûlées. À suivre...

#Mali --#Mopti Dans la nuit du 23 au 24/10 des miliciens de dan na amassagou ont assassiné Boureima Diallo, enseignant domicilié à #Dè dans la commune de #Diamnati (#Bandiagara). Venant au secours du défunt, son frère fut gravement blessé par balle.

■ Samba Gassama General



"ce n'est pas le rôle d'un président de transition faire des forages" dixit des hommes politiques. Effectivement ce n'est pas son rôle c'était le votre depuis 30 ans. Si vous l'aviez fait il n'aurait pas eu à le faire.

■ ASSADEK AG HAMAHADY



Pourquoi l'Afrique n'offre pas des bourses d'études à l'Europe? Pourquoi les écoles Européennes ne donnent pas à leurs enfants les bourses pour venir étudier en Afrique ?

■ Primature du Mali



MALI-ONU : Les vérités du Premier ministre, Choguel Kokalla Maiga.

Une délégation de conseil de sécurité des Nations Unies en visite dans notre pays conduite par les ambassadeurs du Niger et de la France auprès de l'ONU, Excellences Abdou A Barry, et Nicolas de Rivière, a eu une séance de travail, ce dimanche par le Dr Choguel Kokalla Maiga Premier ministre entouré de membres du gouvernement.

Recevant à la Primature les membres du Conseil de Sécurité des Nations Unies à ce moment particulier notre histoire, le Chef du gouvernement du Mali, M. Choguel Kokalla Maiga, a souhaité la chaleureuse bienvenue et un agréable séjour à ses hôtes. La Délégation du Conseil de Sécurité des Nations Unies séjourne dans notre pays dans le cadre des consultations périodiques avec les Nations Unies depuis l'établissement de la MINUSMA en 2013.

Cette visite, la cinquième du genre, atteste de l'engagement des Nations Unies aux côtés de notre pays et de la région du Sahel qui font face à des défis aussi nombreux que complexes. C'est pourquoi Choguel Kokalla Maiga a tenu à rendre hommage aux femmes et aux hommes de la MINUSMA ; à leur dire sa haute appréciation du travail du Représentant spécial du Secrétaire général, Chef de la MINUSMA et de son équipe ; mais surtout de s'incliner pieusement devant la mémoire de toutes les victimes, civiles et militaires, maliennes comme étrangères, de la crise multidimensionnelle qui affecte notre pays depuis 2012.



Le Premier ministre a dit dans ses propos introductifs que la visite des membres du conseil de sécurité de l'ONU intervient à un moment crucial de la vie de notre nation, marquée depuis quatre mois par la rectification de la trajectoire de la Transition, intervenue le 24 mai 2021.

Son Gouvernement, investi le 11 juin 2021 de la confiance du Président de la Transition, Son Excellence le Colonel Assimi GOITA, a été installé dans un contexte où la crispation politique, les grognes sociales et les difficultés économiques faisaient peser de graves hypothèques sur la stabilité du pays et sur la cohésion nationale.

De toutes ces menaces, Choguel Kokalla Maiga a dit à ses hôtes que celle liée à la sécurité constituait et continue encore de représenter le plus grand péril pour les fondements de notre État et pour l'existence même de notre nation.

C'est pourquoi dans le Plan d'Action du Gouvernement que le Conseil National de Transition (CNT) a approuvé le 02 août 2021, la sécurité occupe, naturellement, l'ordre de priorité le plus élevé.

Bâti autour de Quatre AXES, le Plan d'Action du Gouvernement, qui est notre bréviaire, a dit le Premier ministre repose sur trois piliers que sont le pilier sécuritaire correspondant à l'Axe 1 ; le pilier politique correspondant aux Axes 2 et 3 et, enfin le pilier social qui se rapporte à l'Axe 4.

Ces différents piliers, inter-liés et interdépendants, résument cumulativement trois besoins vitaux pour le peuple malien, indispensables à la survie de notre pays, à la cohésion de notre nation, à la paix et la réconciliation, à la viabilité de sa démocratie et à la stabilité des institutions constitutionnelles a expliqué Choguel Kokalla Maiga aux membres du Conseil de sécurité.

Il s'agit du BESOIN de SECURITE dont la finalité est de permettre à l'État d'exercer pleinement ses prérogatives de puissance publique sur l'ensemble du territoire national. En deuxième lieu, du BESOIN de JUSTICE afin de lutter contre l'impunité et la corruption, deux phénomènes à la base du délitement de l'État. Enfin, du BESOIN DE REFORMES, voire de REFONDATION. En effet, les réformes politiques et institutionnelles et la refondation de notre État sont à la fois une quête vieille de plus de vingt ans et une aspiration profonde de notre peuple, aspiration à la base de l'insurrection populaire ayant conduit au changement de régime le 18 août 2020.

Choguel Kokalla Maiga a expliqué à ses hôtes la situation de la Transition politique en cours qui est le fruit de cette aspiration populaire. Cette transition politique n'aura de sens, in fine, au-delà des questions électorales, que si elle s'attaque de front aux insuffisances politiques et institutionnelles, révélées par la pratique démocratique des trente dernières années ; pratiques marquées par des déficiences graves à la base de la défiance des citoyens dans les institutions publiques, des ruptures politiques violentes et de l'instabilité chro-



nique. Le premier ministre de rappeler aux augustes membres de la délégation onusienne l'exhortation faite à notre pays en 2018 par la CEDEAO sur ce sujet, qui est une exhortation marquée du sceau du bon sens et du réalisme.

En effet, à l'issue de la Mission d'Information conduite dans notre pays en octobre en 2018 par le président du Conseil des Ministres d'alors, SEM Geoffrey Onyeama, Ministre des Affaires étrangères de la République fédérale du Nigéria, la CEDEAO avait, dans son Communiqué en date du 19 octobre 2018, exhorté les acteurs maliens à entreprendre, à l'issue de élections présidentielles contestées de 2018, les réformes appropriées en ces termes : « Prenant acte de la prolongation de la législature actuelle selon l'avis de la Cour Constitutionnelle et au regard des dysfonctionnements largement reconnus et évoqués par tous les interlocuteurs lors du scrutin présidentiel passé, il est impératif que le Gouvernement et tous les acteurs sociopolitiques conviennent, de manière consensuelle, d'entreprendre des réformes courageuses des cadres légaux, y compris la Constitution de février 1992, et du système électoral avant de s'engager dans les prochaines échéances électorales que compte mener le pays ».



Après le rappel de l'exhortation de la CEDEAO ; le Chef du Gouvernement a dit aux membres du conseil de sécurité des Nations Unies que la crise politique née des élections législatives de mars et avril 2020, avait deux dénominateurs communs.

Le Premier dénominateur est la dimension sécuritaire. La sécurité est la colonne vertébrale de l'État sans laquelle la puissance publique n'est pas légitime et la démocratie ne saurait être viable. Une des illustrations du déficit de sécurité a été l'enlèvement de l'ancien Chef de file de l'Opposition politique, feu Soumaila CISSE, paix à son âme ; alors en campagne dans sa circonscription électorale de Niafunké pour les élections législatives. Il fut retenu en captivité pendant plusieurs mois par des groupes terroristes avant d'être libéré, a rappelé le Premier ministre.

Ce douloureux épisode met en lumière le lien indissociable entre Sécurité- Démocratie et Droits de l'Homme, a dit Choguel Kokalla Maiga. Comment, en effet, battre campagne dans des contrées affectées par l'insécurité, assurer la pleine participation des citoyens terrorisés dans le débat politique et garantir le libre exercice de leur suffrage, sans le préalable de la sécurité ?

Le second dénominateur de la crise politique de 2020 est l'inadap-

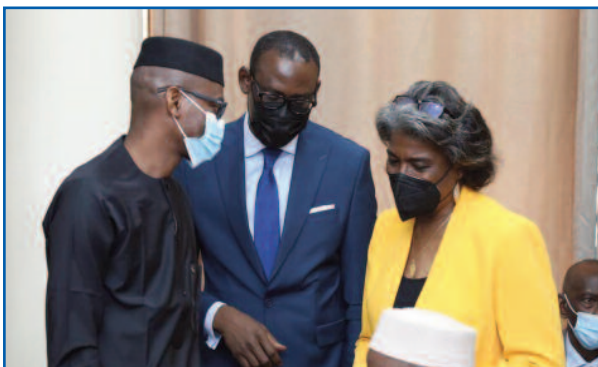


tation du cadre juridique et institutionnel régissant la gouvernance électorale dans notre pays. Faute d'avoir rénové ce cadre pour l'adapter aux évolutions de notre société et aux standards communément admis dans les démocraties, le Mali a basculé d'abord en 2018, puis en 2020, dans une crise politique post-électorale dont tout le monde mesure aujourd'hui l'ampleur et les conséquences, a expliqué Choguel Kokalla Maiga.

C'est la raison pour laquelle des choix politiques courageux et avisés sont en cours a-t-il dit, au nombre desquels, il citera la mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections et la tenue des Assises Nationales de la Refondation.

Assises nationales de refondation au terme desquelles les Maliens, à travers toutes les composantes de notre société, vont renouveler leur vision de l'État et redéfinir leurs rapports vis-à-vis de la gestion des affaires publiques.

Choguel kokalla Maiga révélera à ses hôtes que le panel des hautes personnalités chargé de piloter les Assises Nationales de la Refondation a été nommé par le Président de la Transition et sera officiel-



lement installé la semaine prochaine.

Il a dit que des efforts vigoureux étaient également en cours pour améliorer la sécurité et la stabilité. Pour le premier ministre ces efforts incluaient la poursuite de l'action militaire, la mise en œuvre d'actions politiques, de gouvernance et de développement portant sur la stabilisation du Centre et la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation au Mali issu du processus d'Alger. Sur ce dernier point, le Premier ministre dira que le dernier Comité de Suivi de l'Accord (CSA) atteste des progrès accomplis par les acteurs, à savoir le Gouvernement, mouvements signataires de l'Accord et ceux de l'inclusivité désormais réunis au sein du cadre inter-malien pour la mise en œuvre de l'Accord.

Avant de terminer ses propos liminaires Choguel Kokalla Maiga a appelé de ses vœux à un changement de paradigme en matière de sécurité pour améliorer la situation très préoccupante sur le terrain. Ce changement de paradigme interpelle aussi nos partenaires, parmi lesquels la MINUSMA dont la posture et le mandat doivent tenir compte de son environnement d'évolution.

Le Premier ministre a, au nom du Mali, du président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, de son gouvernement et du peuple, exprimé aux membres du conseil de sécurité sa reconnaissance profonde pour l'assistance précieuse et la solidarité agissante de la communauté internationale. Le Gouvernement qu'il dirige est déterminé à relever les défis pour répondre à la profonde aspiration au changement de notre peuple et pour mériter la confiance des amis qui ont accouru au chevet de notre pays.

Le premier ministre exhorte le Conseil de sécurité, ainsi que tous nos partenaires bilatéraux et multilatéraux à apporter leur soutien à la réussite de la Transition et à continuer à avoir une lecture réaliste et lucide des défis complexes auxquels le pays est confronté.



Ag Alkassam, Nasser, al-Chinguetti : Coups de poignards et jeu de dominos dans le Gourma



Le 16 octobre dernier, une opération militaire a été menée au Nord de Gossi, entre Abelbel et Bambou, au cours de laquelle « 5 terroristes de la Katiba du Gourma » ont été tués dans une frappe. « Il s'agit de Saghid Ag Alkhoror dit Nasser, successeur de 3A et de 4 de ses compagnons », a indiqué pour sa part, Fahad Ag Almahmoud, Secrétaire général du GATIA.

Saghid Ag Alkhoror, alias « Nasser », était à la tête de la Katiba du Gourma du JNIM. Il a remplacé Almansour Ag Alkassoum, alias « 3A », peu de temps après sa mort en 2018. Nasser est décrit selon plusieurs sources comme quelqu'un de violent, manipulateur, il est également accusé d'exactions envers la population. Fin août, Housseyn Ag Hissa, journaliste et spécialiste du Sahel, révélait ainsi que des habitants du Gourma avaient publié une déclaration pour dénoncer ouvertement les crimes du chef de la Katiba.

En effet, il y a quelques mois, plusieurs vidéos et audios avaient circulé sur Whatsapp. Des jeunes Imghads du Gourma racontaient avec tristesse leur captivité par les hommes de la Katiba et comment ils avaient été contraints, sous la torture, de livrer de faux aveux sur les responsables de la mort de 3A. Les images terribles montrent les traces des sévices laissées sur les victimes. Ces jeunes Imghads sont unanimes : Nasser les avait forcés à faire ces faux aveux, certainement pour accuser des lieutenants rivaux et ainsi préserver sa place de chef.

A l'écoute de ces audios, on apprend que l'ancien chef terroriste « 3A » aurait été trahi par ses propres hommes. Ces derniers auraient en effet placé « une puce » dans son véhicule. Quelques jours plus tard « 3A » et son 4x4 finissaient carbonisés à la suite d'une frappe aérienne. Difficile de ne pas faire le rapprochement avec l'opération qui a tué Nasser la semaine dernière : et si le chef terroriste n'avait pas lui aussi été trahi par ses propres hommes ? L'une de ces puces aurait permis de révéler sa position. Au lendemain de la neutralisation de Nasser, une autre opération aurait cette fois-ci permis l'arrestation de quatre bandits de la Katiba du Gourma, au sud de Madjakoy. Par ailleurs, des rumeurs insistantes évoquent depuis quelques jours la mort d'Abou Hamza al-Chinguetti, responsable du JNIM dans le Gourma. La disparition de ce Mauritanien proche d'Ag Ghali et de Kouffa pourrait créer un séisme au sein de l'alliance terroriste.

L'histoire se répète pour la Katiba du Gourma. Au fil des années les têtes finissent par tomber : Almansour Ag Alkassam en 2018, Nasser en 2021.

Mali : "Mieux vaut des élections reportées que des élections bâclées" Transition



Une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU était samedi à Bamako pour s'enquérir de la situation de ce pays d'Afrique de l'Ouest qui tente d'achever des réformes entreprises par la transition notamment la lutte contre la corruption et l'organisation d'élections crédibles. Les émissaires onusiens ont rencontré à leur arrivée le ministre malien des Affaires Etrangères, Abdoulaye Diop, et s'entretiendront ce dimanche avec les représentants de la société civile et des groupes armés signataires de l'accord de paix de 2015, selon le programme officiel. "Nous voulons comprendre la situation au Mali, et en discuter à New York. En tant que pays africain, la situation au Mali et au Sahel est très chère au Kenya, a expliqué, Martin Kimani, ambassadeur à l'Onu.

Parallèlement, une délégation de la transition malienne dirigée par le ministre de la Réconciliation Nationale, le Colonel Ismaël Wagué, a rencontré vendredi et samedi à Alger des chefs de ces groupes armés, indique la médiation algérienne dans un communiqué, sans précision sur ces groupes. À mesure que la date des élections proposée par la CE-DEAO, et les partenaires occidentaux, à savoir le 27 février 2022 approche, la pression s'intensifie sur Bamako. De son côté, les autorités maliennes entament dès ce lundi des assises nationales ou plusieurs sujets seront abordés, allant du respect de la tenue du scrutin électoral, en passant par l'affaire Wagner. "Nous accueillons les bras ouverts cette mission. Nous y trouvons une opportunité pour pouvoir présenter la réalité de la situation au Mali. De présenter aussi des progrès qui sont en train d'être fait par la Transition, mais aussi notre vision de ce qu'il faut faire pour terminer cette transition par l'organisation d'élections transparentes et crédibles, souligne Abdoulaye Diop.

Pour la transition malienne, seules les assises qui se tiendront du 25 octobre au 7 novembre prochains dicteront la marche à suivre. Selon elle, mieux vaut des élections reportées que des élections bâclées. De plus, elle pointe du doigt, la récurrente question de l'insécurité dans plusieurs zones du Mali, suscitant très peu d'engouement de la part de la population pour la révision de la liste électorale.

Source : africanews

Une épée de Damoclès plane au-dessus du groupe terroriste, il semble que celle-ci prenne plutôt ici la forme d'un poignard, qui frappe tour à tour le dos des chefs djihadistes.

Ibrahim Keïta

En visite au Mali : Le Conseil de sécurité veut plaider pour le retour d'un pouvoir civil



Une délégation du Conseil de sécurité s'est rendue samedi à Bamako pour inciter le Mali à revenir à un pouvoir civil après deux putschs en neuf mois, dans une région en proie aux violences jihadistes et intercommunautaires.

Une délégation du Conseil de sécurité de l'ONU, comprenant notamment l'Ambassadrice américaine aux Nations Unies, Linda Thomas-Greenfield, s'est rendue, samedi 23 octobre dans l'après-midi, à Bamako pour pousser le Mali à revenir à un pouvoir civil après deux putschs en neuf mois, dans une région en proie aux violences jihadistes et intercommunautaires. Elle a rencontré les plus hautes autorités maliennes ainsi que plusieurs représentants des institutions républicaines. Le Conseil s'est entretenu aussi avec "les groupes armés signataires (de l'accord de paix de 2015) et la société civile", a annoncé la Mission de l'ONU au Mali (Minusma) dans un communiqué. Après le Mali, la délégation du Conseil de sécurité s'est rendue dimanche au Niger voisin, dont l'ambassadeur à l'ONU codirige ce déplacement avec son homologue français.

Source : AFP

Mali : Des passagers débarqués d'un bus par des hommes armés (Niono)

Samedi, sur l'axe Dogofry Diabali, non loin d'un campement de pêcheurs, un car de la compagnie " Air Niono " a été la cible des groupes armés terroristes. Les passagers ont été sommés de quitter le bus sous la menace d'armes lourdes. Les femmes qui étaient à bord ont été contraintes de regagner Dogofry à pieds. Les 8 hommes, selon un élu local, ont été amenés de force. Trois se seraient échappés. Leurs téléphones portables ont été confisqués tandis que les bagages ont été jetés à l'eau. Le chauffeur, l'apprenti et le convoyeur ont regagné Niono à bord du bus. Les groupes armés terroristes continuent de harceler les paisibles populations du cercle Niono à travers des tueries et des enlèvements de

Transition : Le Mali promet d'annoncer en décembre une date pour les élections



Les autorités intérimaires maliennes confirmeront la date des prochaines élections au Mali en décembre, à l'issue de consultations sur des réformes politiques et institutionnelles, a déclaré dimanche une délégation du Conseil de sécurité des Nations Unies au terme de rencontres à Bamako.

Le Mali est dirigé depuis août 2020 par une junte militaire qui a évincé du pouvoir le président Ibrahim Boubacar Keïta et qui s'est engagée à restaurer à terme l'ordre démocratique.

Pressés par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, les militaires ont promis l'organisation d'un double scrutin législatif et présidentiel le 27 février prochain, mais le Premier ministre Choguel Maïga a déclaré en septembre que le scrutin pourrait être reporté de "deux semaines, deux mois, de quelques mois". (Reportage Paul Lorgerie, rédigé par Alessandra Prentice; version française Jean-Stéphane Brosse)

Reuters



personnes et de bétail. Des habitations et des maisons brûlées occasionnant des déplacements massifs.

M. SAMAKÉ / Amap-Niono/ Source : L'Essor- Mali

Mali : 18 morts dans des attaques dans le nord et le centre du pays



Au moins 18 personnes ont été tuées, samedi, dans des attaques distinctes, dans les régions de Gao au nord et à Bandiagara dans le centre du Mali.

Dix combattants des mouvements sédentaires du poste de sécurité de Wabaria à l'entrée de la ville de Gao dans le nord du Mali ont été tués, samedi, dans une attaque menée par des hommes armés, a indiqué Mohamed Attayoub Sidibé, responsable du mouvement d'autodéfense Ganda-Izo et porte-parole du Mouvement de l'Inclusivité.

« Le poste de sécurité des mouvements sédentaires de Wabaria a été attaqué par les Imakalkalane de Ebang Emalane en représailles pour la mort d'un des leurs qui aurait été tué par un jeune des mouvements sédentaires », a annoncé Mohamed Attayoub Sidibé porte-parole du Mouvement de l'Inclusivité. « Nos combattants étaient assis regroupés quand les assaillants sont venus et ont automatiquement ouvert le feu sur eux. 10 ont été tués, mais il faut rappeler que les victimes sont réparties entre tous les mouvements sédentaires », a expliqué la même source. Mohamed Attayoub Sidibé a en outre affirmé que 3 assaillants ont trouvé la mort dans la riposte des éléments du poste de Wabaria. Au même moment, 5 chasseurs dozos ont été tués et 8 blessés dont 3 civils, dans les villages de Dourou et Tilé, respectivement dans les communes de Dourou et Doucoumbo, région de Bandiagara (centre), a appris l'Agence Anadolu auprès du président du Conseil du cercle et du maire de la Commune de Dourou. « Des hommes armés sont venus très tôt le matin, ils ont assiégé le village de Dourou, 2 chasseurs dozos sont décédés et trois autres civils blessés. 5 motos ont été incendiées, des greniers et des maisons incendiés et des animaux emportés (moutons et chèvres) », a indiqué Oumar Sagara, Maire de la Commune rurale de Dourou. « C'est la énième attaque, la dernière date du 5 juillet courant où il y avait eu 6 morts », regrette le premier responsable communal. Des propos confirmés N'Dinde Ongoiba, Président du Conseil du Cercle de Bandiagara, qui a en outre ajouté que des hommes non identifiés lourdement armés avaient attaqué le village de Tilé dans la Doucoumbo, toujours dans la région de Bandiagara.

« Au cours de cette attaque de Tilé, 3 chasseurs dozos ont trouvé la mort et 5 autres blessés. Les assaillants ont aussi incendié des greniers », déplore N'Dinde Ongoiba, président du Conseil du Cercle de Bandiagara. « La défense est le devoir régalien de l'État. Nous demandons à l'État de sécuriser les personnes et leurs biens », a lancé le responsable communal.

Mali : Le Conseil de sécurité de l'ONU suffisamment imprégné



Au cours de sa visite de 48 heures dans notre pays, la mission du Conseil de Sécurité des Nations Unies a été bien imprégnée de la situation difficile de traverse notre pays.

La délégation, conduite par les ambassadeurs du Kenya, Martin Kimani, du Niger, Abdou Abarry et de France, Nicolas de Rivière, a été reçue ce dimanche à la Primature par le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, accompagné par plusieurs membres du gouvernement.

Le chef du gouvernement a indiqué que cette visite intervient à un moment crucial de la vie de notre nation, marquée depuis quatre mois par la rectification de la trajectoire de la Transition, intervenue le 24 mai 2021. Le Premier ministre a expliqué à ses hôtes les quatre axes du Plan d'action de son gouvernement. Avant d'insister sur le besoin de sécurité, de justice, de réforme voire de refondation, ajoutant que la situation de la Transition politique en cours est le fruit de cette aspiration populaire. Il a rappelé que notre pays a basculé d'abord en 2018, puis en 2020, dans une crise politique post-électorale. D'où la décision de la mise en place de l'Autorité Indépendante de Gestion des Élections et celle de la tenue des Assises Nationales de la Refondation. Le chef du gouvernement a invité les membres du Conseil de sécurité et l'ensemble des partenaires bilatéraux et multilatéraux du Mali à apporter leur soutien à la réussite de la Transition et à continuer à avoir une lecture réaliste et lucide des défis complexes auxquels le pays est confronté.

Après le chef du gouvernement, la délégation du Conseil de Sécurité a été reçue à Koulouba par le chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta. A l'issue de cette rencontre, ils ont rendu hommage aux casques bleus tombés pour la paix au Mali au quartier général de la MINUSMA. Avant de finir leur visite par une conférence de presse.

Les ambassadeurs du Kenya, du Niger et de France à l'ONU ont indiqué qu'ils étaient venus transmettre un message de solidarité et de soutien au Mali. Mais aussi pour écouter les autorités de la transition. Selon eux, ils ont pu s'entretenir avec les différents acteurs, à savoir les autorités de la transition, la société civile, les signataires de l'Accord de la paix et ils ont appris beaucoup de choses. C'est donc une délégation du Conseil de sécurité bien imprégnée de la situation du pays qui quitte le Mali.

D. DIAMA / Source : L'Essor- Mali

Depuis 2012, le Mali est confronté à une crise sécuritaire alimentée de revendications séparatistes et d'attaques terroristes, notamment dans le nord et le centre du pays.

Amarana Maïga / Source : AA / Bamako



Le champ d'application de la Loi n°2014-015 du 27 mai 2014

portant prévention et répression de l'enrichissement illicite
s'étend à tous les agents publics sans exception

Article 2: Au sens de la présente loi, constitue un enrichissement illicite : soit l'augmentation substantielle du patrimoine de toute personne, visée à l'article 3 ci-après que celui-ci ne peut justifier par rapport à ses revenus légitimes, soit un train de vie menée par cette personne sans rapport avec ses revenus légitimes.

Article 3: Sont assujettis à la présente loi, toute personne physique civile ou militaire, dépositaire de l'autorité publique, chargée de service public même occasionnellement, ou investie d'un mandat électif ; tout agent ou employé de l'Etat, des collectivités publiques, des sociétés et entreprises d'Etat des établissements publics, des organismes coopératifs, unions, associations ou fédérations desdits organismes, des associations reconnues d'utilité publique, des ordres professionnels, des organismes à caractère industriel ou commercial dont l'Etat ou une collectivité publique détient une fraction du capital social, et de manière générale, toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

Les dispositions de la présente loi sont aussi applicables à toute personne morale qui a participé à la commission de l'infraction.



Meeting des acteurs du commerce : Un soutien clair aux FAMA

En prélude au meeting prévu le vendredi 29 octobre 2021, la plateforme des acteurs du commerce, a animé, le samedi 23 octobre 2021, une conférence de presse. Il s'agissait pour eux d'apporter leur soutien indéfectible à la transition et prôner l'union sacrée des acteurs du commerce.

Le ton de cette conférence a été donné par Cheick Oumar Sacko, coordinateur de la plateforme des acteurs du commerce. Dans son intervention, il a invité tous les fils du Mali à soutenir les autorités de la transition afin de poser les fondements d'une gouvernance vertueuse. Il n'a pas manqué de rappeler dans quel contexte la rupture constitutionnelle est intervenue dans notre pays. A l'en croire, sans sécurité, il n'y a pas de développement d'où le soutien inconditionnel aux forces de défense et sécurité.

Harber Maïga, vice-président de la plateforme des acteurs du commerce a eu l'honneur de brosser les objectifs de cette rencontre avec les hommes de médias. Selon lui, la situation socio politico-économique préoccupante que traverse notre pays au civilisation multiséculaire ne peut laisser les maliens et les amis du Mali, épris de justice et de paix indifférents. Elle ne peut aussi laisser indifférent les soldats de l'économie dont notre plateforme représente un maillon important. En effet, la plateforme des acteurs du commerce après moult analyses a décidé en toute responsabilité d'apporter sa pierre aux efforts incommensurables déployés par les forces vives de notre pays pour mettre fin à la descente aux enfers qui guette notre pays.

La plateforme des acteurs du commerce ambitionne de fédérer les initiatives et actions du secteur à travers les lobbying, formations et l'éducation citoyenne. La présente conférence de presse vise à informer l'opinion publique nationale et internationale de l'organisation le vendredi 29 octobre 2021 d'un grand meeting de soutien indéfectible à notre armée nationale compte tenu du lien ombilical qui existe entre l'économie et la sécurité. Car, sans sécurité il n'y a pas d'économie et sans une économie forte il n'y a pas une armée forte et

républicaine garante de la sécurité, de la stabilité et du développement durable. Nul doute que les opérateurs économiques en général, les commerçants détaillants en particulier ont plus que souffert de l'insécurité dans nos villes, villages, tribus et hameaux sur l'ensemble du territoire national. « Dans cette perspective, nous avons invité nos démembrés régionaux à faire de la journée du vendredi 29 octobre une journée mémorable de soutien ferme à notre outil de défense qui monte en puissance. Déjà nous pouvons vous annoncer que Tombouctou et Ségou sont à pied d'œuvre pour la concrétisation de notre mot d'ordre. Il faut rappeler pour mémoire qu'en 1985 lors des événements douloureux

entre la Haute Volta actuel Burkina Faso et le Mali et en 2012 avec l'occupation des régions du nord par des hordes djihadistes, narcotrafiquants, obscurantistes, les opérateurs économiques maliens tous secteurs confondus n'ont pas hésité un instant à soutenir leur armée moralement, matériellement et financièrement. La preuve aujourd'hui les fonds qui ont permis l'organisation de cette conférence de presse sont des cotisations des différents membres de la plateforme », a-t-il soutenu.

Et de compléter : la plateforme envisage de rencontrer les pouvoirs publics notamment le président de la transition, Assimi Goïta et le premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga dans l'option de leur remettre les préoccupations du secteur concoctées dans le cadre de la refondation économique et de notre participation active aux Assises nationales de la refondation. « Nous lançons un appel pressant à tous nos membres, sympathisants et alliés pour faire de la date du 29 octobre 2021, une date historique qui sera gravée à jamais en lettres d'or dans les annales de l'histoire du Mali nouveau », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo



Convention Nationale de la JCI-Mali : Le Sénateur Kalifa Diakité succède à Aboubacar I. Dicko



Les rideaux sont tombés sur la 26ème Convention Nationale de la Jeune Chambre Internationale du Mali (JCI-Mali) le week-end dernier à Koulikoro. C'était sous la présidence du Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse et des Sports, Amadou Diarra Yalcouyé, en présence du Gouverneur de la Région de Koulikoro, du Maire de la Commune Urbaine de Koulikoro, des présidents nationaux de la JCI Côte d'Ivoire, Sénégal et Burkina, des représentants des présidents nationaux de la JCI Guinée, Benin et Togo ; des Officiers Nationaux et internationaux de la JCI, des Présidents d'institutions de la JCI-Mali, du Parrain national 2021, de la Marraine de la Convention Nationale, des Organisations locales de la JCI-Mali, des partenaires de l'organisation... Occasion saisie par le Président national sor-

tant de la JCI-Mali, Aboubacar Idrissa Dicko, de remercier tout ce beau monde pour avoir fait preuve de défiance, de résilience et de renoncement du reste pour honorer de leur présence à cette 26ème Convention Nationale de la JCI-Mali, et ce en dépit des exigences de la crise sanitaire qui continue de bouleverser le monde, donnant ainsi l'évènement tout son sens et toute sa grandeur. Entre le rétroviseur d'un mandat et le projecteur d'un autre en gestation, l'essence de l'exercice résidait, selon lui, dans le principe d'« un homme, un an, un mandat », qui restera la plus belle leçon de démocratie, nulle part mieux viabilisée comme à la JCI.

Et de rappeler que la JCI-Mali, composée de 43 organisations locales, plus de 1785 membres avec une présence effective dans presque

tous les cercles du Mali, est une grande organisation à la tête de laquelle on lui avait confié la responsabilité d'assurer la garde et de piloter l'animation de la vie de l'organisation à un moment particulier de la vie de notre Maliba. Un pays en crise multidimensionnelle à laquelle est venue s'ajouter la crise sanitaire liée au Covid-19. Autant d'aléas qui n'ont pu ébranler leur ambition et leur détermination à lui et à toute son équipe. C'était justement dans ce contexte que lui et son équipe qu'ils avaient fait la promesse de jouer pleinement leur partition à la tête de l'organisation au service de la citoyenneté active dans notre pays. Et de décliner le déroulé de son mandat : « En effet, nous avons adopté une vision modéliste et progressiste : celle de faire de la Jeune Chambre Internationale Mali une organisation de référence de la jeunesse malienne tout en se calquant sur le Cadre JCI du Citoyen actif à impact positif et durable dans la communauté. Dans la droite ligne de cette vision, nous nous sommes assignés pour priorités de : Renforcer la cohésion au sein de la JCI ; Travailler à positionner la JCI Mali dans le milieu associatif de la jeunesse auprès des communautés et des partenaires en redorant son image, Promouvoir la citoyenneté active au Sein des organisations locales, Promouvoir l'entrepreneuriat par la formation professionnelle, Former les membres de la JCI et la communauté à travers l'INF de la JCI Mali.

(...) Avec l'appui de nos partenaires, nous avons pu : faire en sorte que la JCI soit davantage attractive, effectivement au cœur du changement positif et de l'impact communautaire, Améliorer le positionnement stratégique de notre belle organisation en renforçant la confiance avec nos partenaires, dont le retour de nos sponsors historiques Malitel, MINUSMA et Think-Peace, Groupe Famib, CAD-Mali ..), et en amplifiant l'attention de la communauté nationale, voire internationale, envers nos actions, Participer activement à l'élaboration, le suivi et la validation de la politique nationale de la Jeunesse du Mali, Renforcer les aptitudes socioprofessionnelles et entrepreneuriales de plus d'un de nos membres à travers des formations et l'insertion, Doter JCI Mali d'un siège, Réhabiliter la Place HG...

Plus spécifiquement : Initié et mis en œuvre un programme de lutte contre la pandémie à COVID 19 dans les localités où se trouvent les JCI Mali, Organisés plus 840 Sessions de for-

mation à l'intention de nos membres et des jeunes du Mali, Réalisés plus de 100 projets à travers les organisations locales, Tenues de toutes les activités nationales 2021, Renforcer la cohésion entre s membres et les OLs dans la synergie de leur actions, Mis en œuvre de projets sur la paix, la cohésion et le vivre ensemble à travers nos organisations locales, Signé des conventions de partenariat avec Moov Africa Malitel, Groupe Famib, Obtenu la promesse de Monsieur le ministre de la Jeunesse et des Sports sur la situation du siège de la JCI-Mali, Effectué plus d'une vingtaines de visites à nos organisations locales, parfois dans des conditions délicates, pour aller à la rencontre de nos membres où qu'ils soient sur le territoire national, Toutes les organisations de la JCI-Mali ont reçu la visite officielle des membres du CDN, Visiter 3 organisations nationales en vue de consolider la fraternité entre la JCI Mali et ces ONM Sœurs, Initié notre programme national « Jeunesse - sport et Citoyenneté.

Au final, nos objectifs prioritaires ont été entièrement atteints. En effet, l'ensemble de ses réalisations nous ont coûté la somme d'une centaine de millions de francs FCFA. 15% de cette somme provient de nos sponsors privés, 60% de nos cotisations et 25% de l'Etat malien à travers les Ministères de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction Citoyenne ». Occasion pour le Sénateur Aboubacar Idrissa Dicko de saluer ceux qui étaient au four et au moulin pour l'épauler dans cette exaltante mission, non pas sans remercier tous les partenaires...

Il passe ainsi le relais au Sénateur Kalifa Diakité. Ce dernier s'est réjoui du choix porté sur sa personne. Après 7 ans de dur labeur, le voilà porté, par des hommes et des femmes dévoués, à la présidence de la grande famille JCI-Mali. Tout un moment plein d'émotions et de symbole pour lui ! « La chaîne présidentielle que j'ai reçue des mains de mes aînés, toujours aussi passionnés qu'acquis à la cause de la JCI, est plus qu'un symbole. Imaginez alors toute la grande émotion qui m'anime en ce moment-ci. En me portant à la tête de notre grande organisation, en tant que 27ème Président National, vous avez décidé d'inscrire cette date en lettre d'or dans les annales de la JCI-Mali. C'est avec un sentiment de fierté, mais aussi d'humilité et de responsabilité que j'accepte ces charges qui sont les miennes.



Il a saisi l'occasion pour saluer la sagesse, l'humilité et l'amour du Président National 2021, le Sénateur Aboubacar Idrissa Dicko, qui a su diriger la JCI-Mali dans la responsabilité et dans la plus grande courtoisie. Il s'agira donc, pour lui, non pas de remplacer un homme mais plutôt de lui succéder. Il a aussi rendu un hommage aux aînés présidents qui ont, selon lui, construit des ponts qui servent aujourd'hui de passerelles aux jeunes engagés pour hisser plus haut et très haut la JCI. Et d'assurer, en sa qualité de commandant de bord, que lui et son équipe seront les premiers serveurs à remplir pleinement leur mission au profit des membres et aussi de la communauté, conformément aux textes et règlements, mais aussi selon la philosophie de la JCI-Mali : la croyance en Dieu, la fraternité humaine, la liberté d'entreprise, le respect de la loi, la dignité de la personne humaine et le service à l'humanité.

« Le monde d'aujourd'hui est un monde d'excellence. Il appartient à ceux qui osent entreprendre, à ceux qui cultivent l'excellence dans tout ce qu'ils entreprennent, à ceux qui croient fermement que leur avenir est au bout de l'effort, à ceux qui osent affronter l'adversité, à ceux qui sont conscients que leur destin est dans leur main, rien que dans leur main, et à eux d'en faire un destin brillant voire très brillant », a-t-il indiqué avant d'annoncer, en plus des actions courantes de renforcement de capacités des membres et d'assistance aux organisations locales, ce qu'il entend, avec toute son équipe, poser comme actions majeures. Il s'agit de : Rendre opérationnelle les organes de la Fondation de la JCI Mali, Mettre en œuvre un Programme National d'incubation pour l'entrepreneuriat de jeunes, Organiser un Forum

d'Affaires des Entrepreneurs JCI, Produire et diffuser un document de réflexions et de propositions de solutions sur les grands défis de la Jeunesse Malienne, Inciter les organisations locales à avoir un positionnement stratégique dans leur communauté.

Pour réaliser ces actions majeures, il a indiqué un certain nombre d'outils sur lesquels il entend s'appuyer tout d'abord le chemin que nous avons suivi, et que nous poursuivons, qui nous confère une aptitude réelle à réfléchir de façon équilibrée pour l'avenir de la JCI Mali et nous appuyer sur l'écoute car nous restons convaincus que la discipline et l'humilité garantissent l'écoute de toutes les opinions et la prise en compte des avis les plus divers, pour parvenir à une meilleure synthèse possible. Pour cela, dira-t-il, il aura besoin de tous, spécifiquement ceux-là qui ont accepté les charges d'Officiers, Nationaux et locaux et auxquels il a demandé d'être encore plus exemplaires que les autres.

« Ils doivent être des exemples vivants de la philosophie de notre belle organisation, pour que nous puissions continuer à inspirer de façon permanente nos membres. Notre leadership doit aider les autres à briller et pour cela nous ne cesserons de motiver et d'inspirer nos membres. Nous veillerons courageusement à l'excellence de notre travail sur le chantier de la construction d'une JCI Mali solide. Nous veillerons à nous inculquer le sens de la Fraternité en esprit, au-delà des fraternités temporelles et humaines ». Ces par ces mots que le tout nouveau Président de la JCI-Mali a conclu son allocution.

■ Yama DIALLO

Gestion de la bourse marocaine : L'exercice de transparence du Directeur général de l'Enseignement supérieur

Le directeur général de l'enseignement supérieur et de la recherche Scientifique, Pr Bakary Camara, a animé, le vendredi 22 octobre 2021, un point de presse. Objectif : donner d'amples informations sur la gestion de la bourse marocaine octroyée aux bacheliers de la session de juin 2021. La procédure expliquée semble exempte de toute irrégularité. Mais peut-il en être autrement depuis le passage de Maître Mountaga Tall au ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique qui a mis en place un système quasi inviolable pour les faveurs.



Pr Bakary Camara a évoqué la nature de la bourse, le nombre et les critères d'éligibilité avant de remercier le royaume chérifien pour ces bourses qui permettront sans nul doute de contribuer la formation des futurs cadres du Mali. A ses dires, c'est par la note verbale N°4933/DCA du 16 septembre 2021 de l'Agence Marocaine de Coopération Internationale (AMCI), que le Royaume du Maroc a mis à la disposition de la République du Mali, 200 bourses d'études au titre de l'année académique 2021-2022, réparties comme suit : Formation universitaire : 150 bourses ; Formation professionnelle : 50 bourses, à gérer par le Ministère de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation professionnelle. « **C'est à la suite de cette notification, que**

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, par communiqué N°0000016 MERSRS-SG du 05 octobre 2021, a appelé les bacheliers de la session de 2021 à faire acte de candidature auprès de la Direction Générale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. A la clôture des travaux de réception des dossiers, c'est 311 postulants qui ont été retenus et répartis comme suit : Terminale Sciences Expérimentales 100 dossiers ; Terminales Sciences Exactes 51 dossiers ; Terminales Sciences Économiques 154 dossiers ; Sciences et Technologies Industrielles 06 dossiers ; Sciences et Technologies de Gestion zéro dossier », a-t-il fait savoir.

S'agissant de la présélection, le Directeur Camara dira que les différentes listes des postulants ont été affichées pendant 48 heures pour d'éventuelle réclamation sur les points suivants : (Prénoms, noms, numéro de place, établissement et moyenne). A la suite de laquelle, les présélections ont été faites par ordre de mérite dans les différentes séries selon les critères habituels qui étaient de : Terminales Sciences Expérimentales 55 places ; Terminale Sciences Exactes 55 places ; Terminale Sciences Économiques 15 places ; Sciences et Technologies Industrielles 10 places ; Sciences et Technologies de Gestion 15 places. « **C'est au regard du nombre de postulants qui n'atteint pas le quota proposé en Terminale Sciences Exactes, en Sciences et Technologies Industrielles et en Sciences et Technologies de Gestion, que tous ont été présélectionnés. Cependant, informe le Directeur Général, le reliquat qui était de 23 places a été réparti entre les Terminales Sciences Expérimentales et les Terminales Sciences Économiques. A noter que sous réserve de l'acceptation de la partie marocaine de ces reliquats complémentaires, d'autres spécialités, le résultat des présélections se présentent ainsi qu'il suit : Terminale Sciences Expérimentales 67 places ; Terminale Sciences Exactes 51 places ; Terminale Sciences Économiques 26 places ; Sciences et Technologies Industrielles 06 places », a-t-il expliqué.**

En outre, le Directeur Général, Pr. Bakary Camara soulignera que conformément au chronogramme du pays donateur et à la procédure, les listes des dossiers présélectionnés ont été transmises à l'Ambassade du Royaume du Maroc en République du Mali et à l'Ambassade de la République du Mali au Royaume du Maroc, le vendredi 15 octobre 2021. Pour conclure ses propos, il a laissé entendre que la réaction du royaume chérifien est attendu probablement aujourd'hui, mardi 26 octobre 2021. Par ailleurs, il faut préciser c'est après cela que la liste définitive des boursiers sera proclamée et affichée sur le site web de la Direction Générale de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique : www.dg-enseignementsup.ml

■ Ibrahim Sanogo

MINUSMA : Évaluation de la situation des droits humains à Gao

Le 18 octobre dernier, une importante mission de la Division des droits de l'homme et de la protection (DDHP) de la MINUSMA, conduite par son Directeur, Guillaume NGEFA, est arrivée à Gao pour une visite de trois jours. Objectif de ce déplacement : évaluer la détérioration de la situation sécuritaire et son impact sur les droits humains, notamment sur les violations et abus commis contre les civils, mais aussi identifier des pistes d'amélioration de la protection des populations.

Plusieurs rencontres importantes avec les partenaires ont eu lieu durant cette mission. Le Directeur de la Division des Droits de l'Homme et de la Protection de la MINUSMA a pu rencontrer le Gouverneur de la région de Gao, le Commandant de la Région 1 des FAMA, les autorités traditionnelles et religieuses, ainsi que les membres de la société civile et les jeunes. Complétées par des concertations avec le Bureau régional de la MINUSMA, l'ensemble de ces rencontres a abouti à un consensus sur la nécessité de travailler en synergie pour éviter une crise de la

protection et pour que les Autorités puissent trouver les voies et moyens pour mieux protéger la population civile.

« **Nos rapports et les rapports de différents acteurs indiquent qu'il y a des braquages imputés aussi bien aux groupes armés qu'aux autres individus non identifiés. Tout cela se fait de façon récurrente et quotidienne, ce qui fait que le droit à la sécurité individuelle et collective est compromis : les gens qui prennent les transports publics demeurent inquiets parce qu'ils ne savent pas s'ils**

seront attaqués ou pas. Tout cela s'est ajouté à une situation sécuritaire complexe qui a conduit à des attaques contre des villages, comme ce qui s'est passé récemment à Ouattagouna, et aussi d'autres incidents communautaires à Koyma et ailleurs. Tous ces faits créent un climat de terreur. Cette situation d'insécurité constante ne se limite pas qu'au cercle d'Ansongo, mais aussi à la ville de Gao, où l'on constate des attaques quotidiennes contre les biens des personnes, contre les moyens de locomotion etc. Tout cela n'est pas de nature à créer un environnement propice pour le respect des droits de l'homme », a expliqué M. NGEFA. Concernant le constat de l'absence de l'Etat dans certaines communes et son impact sur la protection des populations, Guillaume NGEFA a échangé avec les autorités locales qui l'ont rassuré que des mesures rapides seront prises pour permettre le retour sécurisé des agents de l'Etat.

Lors d'une interview, le Directeur de la DDHP a tenu à préciser que : « La situation des droits de l'homme est tributaire de la dégradation de la situation sécuritaire. Les deux sont intimement liées, car le droit à la sécurité est





un droit de l'homme. Il faut donc que les populations soient mieux protégées par les acteurs étatiques en charge de l'administration. Il faut aussi que les autorités locales et les autorités militaires participent à leur protection. Cette détérioration de la situation des droits de l'homme doit également s'accompagner d'une réponse judiciaire, d'où l'importance de contribuer au renforcement des cours et tribunaux avec le personnel approprié, pour que des réponses efficaces puissent mettre un terme au recours à la justice populaire. »

Des Forces de défense et de sécurité et des autorités judiciaires déterminées

Les rencontres avec les autorités militaires de la région ont permis à la délégation de la Division des droits de l'homme de la MINUSMA de constater la volonté des Forces de Défense et de Sécurité maliennes de donner des réponses immédiates à ce climat insécurisant. Un autre point positif constaté est que pendant cette période, les Forces de Défense et Sécurité n'étaient pas impliquées dans les violations des droits de l'homme : « Ce qui est très, très positif, aussi comme la détermination de continuer dans ce sens. C'est pourquoi nous avons envisagé avec le Commandant de continuer les sensibilisations et autres ren-

forcements des capacités sur les questions de droit de l'homme auprès des militaires », affirme M. NGEFA.

La visite à Gao a aussi permis au Directeur de la Division des droits de l'homme de la MINUSMA, de visiter la prison centrale, où la division à travers un Projet à Impact Rapide a réhabilité la partie de la prison réservée aux mineurs avec des équipements facilitant leur

réinsertion. Une raison pour Guillaume NGEFA de féliciter les autorités judiciaires initiatrices de ce projet financé par la MINUSMA à hauteur de 28 000 000 de FCFA.

Source : Bureau de la Communication Stratégique et de l'information publique de la MINUSMA



Mali : La junte militaire rétropédale sur les négociations avec les groupes terroristes

Le pouvoir malien est sur la corde raide et fait un numéro d'équilibriste pour parvenir à ses fins. Les autorités militaires de la transition ne veulent pas tenir les engagements qu'ils ont pris avec la communauté internationale sur l'abandon du pouvoir à des autorités élues et pour cela, elles se sont engagées dans des stratégies politiques de mise en avant de plusieurs autres sujets qui fâchent particulièrement l'ancienne puissance coloniale, pour éluder la question de la fin de la transition.

Voyons comment ils se sont pris pour allumer des feux qui ont mis à l'arrière-plan leur départ du pouvoir en février 2022.

Comment la communauté internationale a-t-elle réagi ? Et pourquoi se dédisent-ils publiquement sur la question du mandat donné au Haut Conseil Islamique, dirigé par Moufa Haïdara, pour négocier avec les chefs terroristes maliens Amadou Kouffa et Iyag Ag Ghaly ? Partira, partira pas, en février 2022 ? La deuxième option est la plus probable pour la junte militaire qui a pris le pouvoir en août 2020 à Bamako, mettant fin au pouvoir corrompu de Ibrahim Boubacar Keïta qui a été incapable de lutter contre le terrorisme. Les officiers qui tiennent davantage Bamako que le Mali savent que leur pays est aujourd'hui l'objet de toutes les attentions de la part de la communauté internationale. Et celui qui décide toujours des questions du Mali est toujours l'ancienne puissance coloniale, la France, qui est intervenue dans le pays pour stopper l'avancée des colonnes djihadistes sur Bamako.

Depuis le « coup d'État, dans le coup d'État », entre Paris et Bamako, on se balance les mots qui, loin de cicatriser les plaies, font ressentir les douleurs du passé et du présent.

Paris a décidé depuis le sommet de N'Djaména de réduire ses troupes au Mali, et Bamako a engagé des négociations avec un groupe de services de sécurité russe pour venir l'appuyer. Cette annonce va accentuer le conflit verbal entre les autorités françaises et maliennes. Mais cette arrivée du groupe Wagner annoncé depuis mi-septembre 2021 est encore de l'ordre du possible, mais pas la réalité, alors que sur le terrain les troupes françaises ont commencé leur désengagement du nord notamment à Kidal.

On peut se demander à juste titre si les militaires maliens qui ne sont pas pressés de

céder le pouvoir à des civils et de retourner se battre n'ont pas agité cette question pour que l'on oublie la principale, celle de leur départ du pouvoir. Et sur ce coup, ils ont admirablement bien joué leur partition et Paris est tombé dans le piège. Avec Macron en campagne qui s'agite et parle beaucoup. Le débat est devenu le Mali a-t-il le droit de recourir aux mercenaires russes ? Et les puissances occidentales (Allemagne, Estonie,...) tour à tour apportent de l'eau au moulin français en déclarant leur intention de quitter le Mali si les mercenaires russes viennent.

Le pouvoir malien était maître du jeu, c'est lui que le monde entier regardait. Goïta deviendrait-il un nouveau Modibo Keïta ? Muré dans un silence, il laissait cette partie à son homme de la parole, le Premier ministre, Choguel Maïga, qui confirme les négociations mais prétend que rien n'est signé. Mais à New York, il accuse la France de les avoir abandonnés en plein vol. Et pourtant le parachute russe n'est pas encore activé ?

Les négociations avec les groupes terroristes franchisés d'Al Qaeda

On en était là, à une volonté d'engager une société de services de sécurité russe de la part d'un État souverain et la volonté souveraine de ses partenaires étrangers de s'en aller si cela était fait. Les autorités maliennes pour fâcher davantage la France annonce la désignation d'un négociateur avec les groupes terroristes maliens le mardi 19 octobre 2021. La France s'est toujours opposée à cette option qui n'est pas nouvelle que ses partenaires du G5-Sahel (Mali, Burkina...) et des institutions comme Crisis Group préconisent. Ce deuxième départ de feu n'a pas donné lieu à des invectives de part et d'autres.

Les observateurs se demandaient quelles sont les clauses de cette négociation ? Le Mali accepterait-il la charia, l'État laïc et républicain était-il abandonné ? Les chefs terroristes qui

ont toujours conditionné les négociations aux départs des troupes françaises et de la MINUSMA, accepteraient-ils de négocier ? Une négociation est un rapport de forces, le Mali ne part-il pas en vaincu dans cette offre de paix ? Pourquoi confier les négociations entre un État et des groupes terroristes à des religieux qui militent par ailleurs pour la prolongation de la transition ?

Mais patatras, le vendredi 22 octobre, un communiqué gouvernemental félicite les bonnes volontés engagées dans la démarche et dément les avoir mandatées pour cette offre de négociation, alors qu'une mission de l'ONU était attendue dans le pays.

Dans le même temps, l'Algérie qui avait envoyé son ministre des Affaires étrangères au moment où les deux pays étaient en froid avec la France pour des motifs certes différents, annonce qu'il n'a rien à voir avec l'arrivée du groupe Wagner au Mali et que cela était une entreprise de désinformation d'un de ses voisins.

Le Mali est à la croisée des chemins, à la veille d'un isolement diplomatique, la junte s'enferme dans des schémas populistes et des discours qui ne s'attaquent pas aux racines du problème, mais contentent l'égo de la jeunesse petite bourgeoise urbaine. Une impression se dégage de toute cette agitation, c'est l'absence de lisibilité et de vision sur le pouvoir qui se bat pour survivre au-delà du délai à lui accordé.

Malheureusement, malgré toute cette agitation et ses discours les groupes terroristes continuent à endeuilleter le Mali et ses voisins du Burkina et du Niger.

Sana Guy

Source : Lefaso.net



Face à la délégation de l'ONU au Mali : **Choguel Maiga** maintient son cap !

Une délégation de Conseil de Sécurité des Nations Unies a séjourné au Mali pendant 48 heures dans le cadre des consultations périodiques avec l'organisation Onusienne depuis l'établissement de la MINUSMA en 2013. Elle était conduite par les ambassadeurs du Niger et de la France auprès de l'ONU, notamment Abdou Abarry et Nicolas de Rivière ; Elle a eu une séance de travail, le dimanche dernier, avec le Premier ministre Choguel Kokalla Maiga, entouré de membres du gouvernement.

Pour le chef du gouvernement, cette visite des membres du Conseil de Sécurité de l'ONU intervient à un moment crucial de la vie de notre

nation, marquée depuis quatre mois par la rectification de la trajectoire de la Transition, intervenue le 24 mai 2021. Son Gouvernement, investi le 11 juin 2021 de la confiance du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, a été installé dans un contexte où la crispation politique, les grognes sociales et les difficultés économiques faisaient peser de graves hypothèques sur la stabilité du pays et sur la cohésion nationale.

De toutes ces menaces, fera Choguel à ses hôtes, celle liée à la sécurité constituait et continue encore de représenter le plus grand péril pour les fondements de l'État du Mali et pour l'existence même de la nation malienne.

C'est pourquoi dans le Plan d'Action du Gouvernement, la sécurité occupe l'ordre de priorité le plus élevé. Décortiquant les axes de son PAG et les trois piliers sur lesquels tout se repose, le Premier ministre expliquera à ses hôtes que ces différents piliers, inter-liés et interdépendants, résument cumulativement trois besoins vitaux pour le peuple malien, indispensables à la survie de notre pays, à la cohésion de notre nation, à la paix et la réconciliation, à la viabilité de sa démocratie et à la stabilité des institutions constitutionnelles.

Il s'agit du besoin de sécurité dont la finalité est de permettre à l'État d'exercer pleinement ses prérogatives de puissance publique sur l'ensemble du territoire national ; du besoin de justice afin de lutter contre l'impunité et la corruption, deux phénomènes à la base du délitement de l'État ; et du besoin de réformes, voire de refondation, les réformes politiques et institutionnelles et la refondation de l'État étant à la fois une quête vieille de plus de vingt ans et une aspiration profonde du peuple Ma-



lien.

Et d'indiquer clairement que la Transition politique en cours, qui est le fruit de cette aspiration populaire, n'aura de sens, in fine, au-delà des questions électorales, que si elle s'attaque de front aux insuffisances politiques et institutionnelles révélées par la pratique démocratique des trente dernières années, et marquées par des déficiences graves à la base de la défiance des citoyens dans les institutions publiques, des ruptures politiques violentes et de l'instabilité chronique.

Pour lever toute équivoque avec les différentes positions de la CEDEAO et de son empressement à pousser le Mali dans l'abîme, Choguel a encore sorti cette exhortation de l'organisation faite à notre pays en 2018 et dont suit le contenu du rapport produit à cet effet : « Prenant acte de la prolongation de la législature actuelle selon l'avis de la Cour Constitutionnelle et au regard des dysfonctionnements largement reconnus et évoqués par tous les interlocuteurs lors du scrutin présidentiel passé, il est impératif que le Gouvernement et tous les acteurs sociopolitiques conviennent, de manière consensuelle, d'entreprendre des réformes courageuses des cadres légaux, y compris la Constitution de février 1992, et du système électoral avant de s'engager dans les prochaines échéances électorales que compte

mener le pays ».

A la lumière de ce rapport qui n'a pas été suivi, le Premier ministre expliquera que la crise politique née des élections législatives de mars et avril 2020 avait deux dénominateurs communs. Le Premier dénominateur est la dimension sécuritaire, la sécurité étant, selon Choguel, la colonne vertébrale de l'État sans laquelle la puissance publique n'est pas légitime et la démocratie non viable. Dès lors, comment battre campagne dans des contrées affectées par l'insécurité, assurer la pleine participation des citoyens terrorisés dans le débat politique et garantir le libre exercice de leur suffrage, sans le préalable de la sécurité ? S'interroge Choguel !

Le second dénominateur de la crise politique de 2020, fera-t-il savoir, est l'inadaptation du cadre juridique et institutionnel régissant la gouvernance électorale dans notre pays. Faute d'avoir rénové ce cadre pour l'adapter aux évolutions de notre société et aux standards communément admis dans les démocraties, le Mali, dira-t-il, a basculé d'abord en 2018, puis en 2020, dans une crise politique postélectorale dont tout le monde mesure aujourd'hui l'ampleur et les conséquences. D'où les choix politiques courageux et avisés actuellement en cours, et au nombre desquels, il citera la mise en place de l'Autorité Indépendante de

Gestion des Élections et la tenue des Assises Nationales de la Refondation, à l'issue desquelles les Maliens, à travers toutes les composantes de la société malienne, vont renouveler leur vision de l'État et redéfinir leurs rapports vis-à-vis de la gestion des affaires publiques.

Outre les efforts consentis dans l'organisation des Assises Nationales de la Refondation, Choguel a expliqué à ses hôtes que des efforts vigoureux étaient également en cours pour améliorer la sécurité et la stabilité, incluant la poursuite de l'action militaire, la mise en œuvre d'actions politiques de gouvernance et de développement portant sur la stabilisation du Centre et la poursuite de la mise en œuvre de l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du processus d'Alger. Sur ce dernier point, le Premier ministre dira que le dernier Comité de Suivi de l'Accord (CSA) atteste des progrès accomplis par les acteurs, à savoir le gouvernement, les mouvements signataires de l'Accord et ceux de l'inclusivité, désormais réunis au sein du cadre inter-malien pour la mise en œuvre de l'Accord.

L'occasion était également bonne pour Choguel Kokalla Maïga d'appeler de ses vœux à un changement de paradigme en matière de sécurité pour améliorer la situation très préoccupante sur le terrain. Ce changement de paradigme interpelle aussi nos partenaires, parmi lesquels la MINUSMA dont la posture et le mandat doivent tenir compte de son environnement d'évolution. Et d'exprimer, au nom du président de la Transition, de son gouvernement et du peuple, toute sa reconnaissance aux membres du Conseil de Sécurité pour l'assistance précieuse et la solidarité agissante de la communauté internationale. Enfin, il a exhorté le Conseil de Sécurité, ainsi que tous nos partenaires bilatéraux et multilatéraux, à apporter leur soutien à la réussite de la Transition et à continuer à avoir une lecture réaliste et lucide des défis complexes auxquels le pays est confronté.

Le message a sans doute été compris, la délégation ayant déclaré toute sa satisfaction de cette visite de 48 qui aura permis de mieux appréhender la situation au Mali. Des propos qui rassurent, les autorités maliennes ayant clairement fait que les élections devront encore attendre !

■ Yama DIALLO

Mali – Nations Unies : Le Conseil de sécurité en visite à Bamako note des avancées notoires

En fin de mission au Mali, la délégation du Conseil de sécurité conduite par le Kenyan Martin Kamini, a animé, le dimanche 24 octobre 2021, une conférence de presse. Motivations : Evaluer la situation politique, sécuritaire, humanitaire, de droits de l'homme, du calendrier de la transition ainsi que l'état de la mise en œuvre de l'accord pour paix et la réconciliation issu du processus d'Alger.



Selon le représentant du Kenya Martin Kamini, chef de la délégation, ils sont venus transmettre un message de solidarité et apporter leur soutien au Mali qui traverse une période charnière de son existence. « La situation dans le sahel et au Mali est difficile. Nous le savons. Le succès dépend du renforcement des capacités du gouvernement national aidé par la région et la communauté internationale. Le Conseil de sécurité est venu pour soutenir le Mali. Nous sommes encouragés par les progrès réalisés par le Mali en dépit de nombreuses difficultés rencontrées. Nous avons entendu toutes les parties qui ont toutes insisté sur les défis. Elles ont rappelé leurs engagements à venir à bout de ces difficultés. J'ai été frappé par la soif de réformes de l'Etat exprimée par la population qui souhaite aussi le respect de tous les maliens et toutes les maliennes et voir satisfaire leurs rêves et aspirations », a-t-il indiqué.

Et d'enchaîner : « Nous sommes venus écouter les autorités de transition. Nous avons rappelé la nécessité d'avancer sur la voie de la transition tel que prévu dans

le respect des aspirations et besoins de l'ensemble de la population. Nous attendons avec impatience la fin de la période de transition qui doit aboutir à la tenue d'élections. Nous sommes aussi attachés à la mise en œuvre de l'accord pour la paix issu du processus d'Alger et à la stabilisation du centre ; tels sont nos objectifs. En tant qu'africain je comprends la lutte que mène le Mali qui est une lutte non seulement pour le pays mais pour l'ensemble du continent africain. Les jeunes doivent savoir qu'ils ont un avenir. Que l'avenir qui est attendu, va être meilleur. Vous êtes en effet, la population la plus jeune, la plus énergique au monde. Je vous dis, unissez-vous pour relever ces défis », a-t-il suggéré.

Le représentant du Niger Abdou Abarry s'est dit très satisfait de cette première visite de terrain du Conseil de sécurité au Mali. C'est une mission de solidarité et d'écoute pour le Mali mais au-delà du Mali est une mission de solidarité pour l'ensemble de la région du sahel confronté au défi de la lutte contre le terrorisme, les impacts du changement climatique, la situation humanitaire qui se dégrade.

En un mot également, les problématiques de développement qui se posent avec acuité non pas seulement au Mali mais dans l'ensemble de la région. « Nous avons évoqué un ensemble de questions comme l'a dit le président du Conseil de sécurité. Nous avons particulièrement insisté sur le processus de transition. La meilleure transition, c'est la transition la plus courte. Si nous accédons aux préoccupations des autorités maliennes et du peuple malien à des impératifs de réformes, ces impératifs de réformes devraient aller avec la détermination d'un calendrier qui soit prévisible conformément aux décisions qui ont été prises par la Cédéao pour que très rapidement le peuple malien choisisse démocratiquement et librement ses dirigeants. Je pense que nous avons écouté les autorités dans leurs préoccupations et nous estimons également que ce message a passé. Pour nous, membre, du Conseil de sécurité, la paix, la stabilité et la sécurité du Mali est bien pour le Mali mais aussi pour l'ensemble de la sous-région. Le Mali est un verrou dans le cadre de la lutte contre le terrorisme au Sahel. Une

victoire du Mali contre ces hordes de terroristes qui violent, pillent et tuent, c'est également une victoire pour l'ensemble de la sous-région », a-t-il dit.

Sur l'éventualité de la prolongation de la transition, Abdou A Barry dira que les autorités maliennes ont informé la délégation de la tenue des Assises nationales pour la refondation comme une sorte de préalable avant la tenue des élections. Le chronogramme indique ces Assises pourraient prendre fin vers décembre et que c'est à l'issue de ce processus qu'un calendrier consensuel sera établi et soumis aux maliens et à la communauté internationale. Si on ne peut pas avoir d'objections pour faire des réformes parce qu'effectivement le pays a connu pas mal de difficultés, réformer, remettre les choses en état, je pense qu'aucun membre du conseil de sécurité ne s'y oppose. Mais simplement, il ne faudrait pas retarder de façon prolongée la fin de la transition et la possibilité de donner aux maliens et maliennes de choisir démocratiquement les personnes qui vont prendre en charge la destinée de ce pays.

S'agissant de la tenue des élections à date, il précisera qu'un processus électoral c'est d'abord une décision souveraine d'un pays.

« Nous nous n'avons pas de doute. Nous avons rencontré les hautes autorités, le Président la Transition, il nous a parlé à cœur ouvert. Il a été très sincère, je l'estime. Il a dit que les autorités de la transition ne sont pas là pour se pérenniser, pour rester au pouvoir. Tout engagement que les autorités maliennes prendront c'est dans l'intérêt du Mali. Nous sommes là pour écouter, accompagner et nous n'avons aucune raison de douter de ce qu'il nous a été dit. On souhaite que tous les engagements qui ont été pris, puissent être respectés. Que le dialogue inclusif qui n'est jamais facile en période de transition puisse se poursuivre et qu'à l'unanimité à travers un fort consensus que les maliens puissent exercer leur droit à lire les autorités qui vont diriger le pays », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

La Transition au Mali : Faut-il espérer cette fois-ci ?

Revoilà une autre transition après celles de 1991 et 2012 depuis l'avènement de la démocratie au Mali.



Trois transitions, consécutives à chaque fois à des coups d'Etat (en moyenne tous les dix ans). À se demander finalement, si les coups d'Etat ne font pas partie du décor de notre démocratie tropicalisée.

Une « alternance made in Mali » qui, à chaque fois, rebat les cartes après très souvent des dérives et autres excès du pouvoir en place et donne à espérer pour un renouveau. Et de renouveau, nous retombons toujours dans les mêmes erreurs, les mêmes travers et c'est l'éternel recommencement. Les mêmes causes produisant les mêmes effets. Il est grand temps d'ouvrir enfin les yeux ! Apprenons de nos erreurs pour pouvoir avancer dans la bonne direction et éviter ces coups d'arrêt brutaux de notre processus démocratique.

Cette fois-ci, il ne faut surtout pas rater le coche. Cette transition doit permettre au Mali

de se relever et d'avancer dignement vers son destin et surtout ne plus retomber.

Il est bien clair qu'une prise de pouvoir au moyen d'un coup de force est condamnable et n'est pas souhaitable en démocratie. Cependant, très souvent ces usurpations de pouvoir, ces ruptures constitutionnelles sont le fait de ceux-là même qui se font « débarquer ». Par leurs excès, leurs errements, leurs égarements, ils contribuent eux-mêmes à leur chute. Et à chaque fois, on crie au scandale pour dire que la démocratie a été laminée, l'Etat de droit a subi un coup de canif, la République a été assassinée, la même rengaine. Comme on dit chez nous « il faut s'en prendre à l'endroit où on a trébuché et non là où on est tombé ». Une chose est claire, tant que nous avons des mauvais dirigeants, à coup sûr, nous aurons toujours des coups d'Etat en Afrique.

À méditer !

Au Mali, le coup d'Etat de 2020 qui a fait tomber IBK était prévisible tellement la situation de l'époque était délétère. Le seul inconnu, c'était quand ça allait intervenir. Il n'y a peut-être que lui seul et quelques sbires qui croyaient au peu qu'il restait de son pouvoir. Défié publiquement et frontalement par le M5 RFP durant des mois, IBK a fini par rendre le tablier. Il faut le dire, IBK a été déposé par son peuple parce qu'il a lamentablement échoué et s'entêtait malgré tout à s'agripper au pouvoir au moyen d'artifices et autres manœuvres. En somme, une délivrance salvatrice !

Faisons l'impasse sur l'épisode du « coup d'Etat dans le coup d'Etat » comme dirait l'autre, qui a déposé Bah N'Daw et Moctar Ouane. Intéressons-nous à l'équipe en place et à la conduite actuelle des affaires du pays par le couple Assimi Goita et Choguel Maiga. Assimi Goita et Choguel Maiga : un duo de choc pour un Mali debout et fier.

Barack OBAMA disait en 2009 que « l'Afrique n'a pas besoin d'hommes forts, elle a besoin d'institutions fortes ». Tout en relativisant les propos de Mister Président, j'ajouterai humblement que l'Afrique a autant besoin d'institutions fortes que d'hommes forts. D'ailleurs,

les institutions fortes généralement sont l'œuvre des hommes forts. En Exemple, Paul Kagame au Rwanda, John Jerry Rawlings au Ghana à une certaine époque, Recep Tayyip Erdogan en Turquie, Masisi au Botswana etc. Ces personnalités par leur vision, leur courage, leur engagement se sont révélées au monde.

Nul doute que le leadership est déterminant dans la conduite des affaires publiques. Aujourd'hui, la Transition Malienne par ce qu'elle donne à voir, commence à séduire. Le scepticisme du début laisse progressivement place à une sorte de confiance, d'espoir que possiblement un autre Mali pouvait voir jour.

Nous avons à la tête de la transition deux hommes au parcours différent.

L'un, Président, est militaire. L'autre, Premier ministre, est politique. Les deux conduisent ensemble la Transition Malienne. À première vue, un couple improbable mais qui au fil du temps séduit, fait des merveilles et surprend agréablement les Maliens.

Le Président est droit dans ses bottes, en bon militaire. Pas trop de discours. Taiseux, un brin énigmatique. Il agit efficacement sans forfanterie, sans chichi. Il a l'air discipliné, sérieux et patriote. Il sait où il va ou du moins dans quelle direction il veut amener le Mali.

Le politique dans l'âme qu'est Choguel Maiga pour ceux qui le connaissent bien, est un homme très intelligent, méthodique, travailleur, téméraire. Un homme de conviction qui maîtrise parfaitement la gestion de l'Etat. Il est patriote. Un tel couple doit pouvoir normalement réussir.

La posture de la transition actuelle, les actions qu'elle pose au quotidien et la vision qui est la sienne pour une réelle refondation du Mali rassurent et donnent de l'espoir. Si les choses continuent ainsi, nul doute que les difficultés actuelles vont s'estomper progressivement.

Il y a véritablement un travail de fond qui est en train de se faire de façon méthodique et efficace. Le Mali Koura bâtit ses fondations.

Certes, le Mali d'aujourd'hui est dans la nasse à cause de la mauvaise gouvernance du régime défunt. Avec le danger existentiel qui guette la nation malienne dans son ensemble, les patriotes commencent à se réveiller enfin et n'entendent plus laisser le pays entre les mains des gens sans aucune valeur morale, c'est à dire des bons à rien.

Personne ne doit casser cet élan. L'union sacrée doit être de mise et les hommes politiques sont interpellés. L'intérêt supérieur du Mali doit prévaloir et être au-dessus des inté-



rêts partisans.

Le temps imparti pour la transition importe peu dans la situation actuelle. Le plus important et l'urgence du moment, c'est comment sauver le Mali qui se trouve acculé de toutes parts !

Le Mali souffre, les Maliens pataugent. Nous voulons juste des dirigeants soucieux du Mali capables d'apaiser notre souffrance. Et tel semble être le cas aujourd'hui. La transition actuelle est sur la bonne voie, il faut l'aider à persévérer au lieu de se focaliser sur les élections qui du reste sont des mascarades électorales qu'autre chose.

Une autre raison et non des moindres, est l'état d'insécurité généralisée du pays (plus des deux tiers sont déclarés zone rouge).

On parle de démocratie, d'élections lorsqu'on a un Etat, une entité bien stable et stabilisée. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. Le Mali a des urgences à régler avant d'organiser une quelconque élection. Ne nous trompons pas de priorités !

De grâce, laissons la transition travailler. Deux défis majeurs : insécurité, refondation du Mali avec en prime une lutte implacable contre la corruption. Après nous allons parler tranquillement d'élections. Le pays est gangrené par tellement de maux qu'il faut nécessairement, et obligatoirement cette parenthèse, cette pause pour redémarrer dans les meilleures conditions possibles. La transition ne se fera pas trimballer.

Avec beaucoup de courage et de détermination, les autorités s'activent inlassablement sur le plan militaire et diplomatique. Aujourd'hui, malgré notre infortune, l'espoir renaît.

Il y a juste deux ou trois ans, quel dirigeant Malien pouvait tenir les propos tenus par le Premier ministre contre la France ?

Les rares fois que IBK him self a tenté, il fut « gentiment » rappelé à l'ordre par ses amis de la Métropole. Quelques révélations compromettantes ont suffi à le ramollir.

Aucun de ses ministres ne pouvait oser braver la France, au risque de se faire rabattre le caquet ou pire, se faire virer tout simplement. Le cas de l'ex-ambassadeur du Mali en France, de surcroît ami de longue date de IBK, Toumani Djimé Diallo, est frais dans nos mémoires.

Le Mali subissait injustement et il fallait se taire. Continuer à caresser dans le sens du poil et surtout accepter son triste sort sans bron-



cher. Quelle couardise !

Aujourd'hui, c'est un autre son de cloche. La diplomatie décomplexée et éclairée des dirigeants actuels donne de l'espoir. Le Père de l'indépendance Modibo Keita pour une des rares fois a dû profiter du repos du juste. Cette intervention de Choguel a redonné au Malien sa fierté d'antan, a ressuscité l'espoir qu'un autre Mali est possible.

Quand on a la vérité avec soi, on ne peut pas avoir peur. On ne doit pas avoir peur. Et c'est ce que le Premier ministre a démontré. Choguel a été le porte-parole des millions de Maliens. Les Maliens se reconnaissent à 100% dans ses propos.

C'est un secret de polichinelle que la France manœuvre au Mali et ne veut pas que cela soit dit. Désormais, les dirigeants actuels Maliens ont décidé que rien ne sera plus comme avant. Si le régime défunt était dans les compromissions, la peur, le manque de vision, la trahison, l'actuelle transition a décidé de s'assumer.

Un autre fait anecdotique, le tollé soulevé par la révélation sur l'arrivée probable du groupe Wagner au Mali. A ce niveau aussi, les autorités maliennes ont démontré leur bravoure, leur volonté de s'affranchir de toutes tutelles humiliantes et improductives. Ils l'ont fait savoir

publiquement sans baisser le froc.

Pour certains, notamment la communauté internationale avec son bras armé, la CEDEAO, l'équipe de la transition est illégitime et doit partir au plus vite. Pour d'autres, dont des millions de maliens, avec ces multiples échecs de la classe dirigeante, l'heure est à un changement de paradigme quant à notre processus démocratique et mieux, une refonte institutionnelle pour un nouveau Mali.

Aujourd'hui, la situation du Mali appelle à un véritable sursaut national. Les fils du pays doivent se donner la main, aller dans la même direction pour l'intérêt supérieur de la nation. Cette transition donne de l'espoir. Elle doit rester le temps qu'il faut pour remettre le Mali sur pied. Point barre !

Chers concitoyens, concentrons-nous sur l'essentiel. Et l'essentiel aujourd'hui, c'est la réussite de l'actuelle transition. Les élucubrations et autres embrouillaminis, d'où qu'ils viennent, ne doivent point nous distraire.

Makan Diallo

Docteur en Droit Privé.

Avocat inscrit aux BChargé de cours à l'UCAO.arreaux du Mali et de Paris.

Mali : Le Mouvement Patriotique pour l'Emergence au Mali MPE-MALI est lancé

Le Parrain Lamine Seydou Traoré, a honoré les jeunes et les populations des 6 communes du District de Bamako

Au Mali, un nouveau mouvement de jeunes a été lancé samedi 23 Octobre 2021 à la Maison des Aînés sous pluie. Il s'appelle Mouvement Patriotique pour l'Emergence au Mali MPE-MALI et ouvert à Tous. Son objectif déclaré selon ses initiateurs est de soutenir et d'accompagner la Transition politique en cours au Mali depuis mai 2021. Parmi ses leaders nous notons la présence de nouvelles figures de jeunes dynamiques engagés et déterminés, d'anciennes figures souvent proches de l'ancienne classe politique malienne, d'associations et regroupements de jeunes et de femmes, déterminés et engagés pour le Mali Koura en construction. Le MPE-MALI regroupe en son sein des jeunes cadres, opérateurs économiques, femmes engagées, de jeunes diplômés avec ou sans emplois. Des jeunes leaders d'opinions sont à l'initiative de ce nouveau mouvement qui se projette de devenir un soutien de taille pour les autorités actuelles de la transition politique au Mali conduite par le Colonel Assimi Goïta depuis le mois de mai 2021.

Ce soutien du MPE-MALI au Colonel Assimi Goïta, n'est pas une surprise, ils sont nombreux les leaders de ce nouveau mouvement patriotique à être en phase et à s'identifier parfaitement à la jeunesse du nouvel homme fort du Mali, tout jeune comme la plus part d'entre eux, et également sa vision de refonder un Mali meilleur pour tous les fils et toutes les filles du Mali sur la base de la bonne gouvernance et d'une justice sociale équitable. Pour réussir leur objectif, le mouvement a un slogan motivant et mobilisateur qui est " Ensemble Sauvons la Patrie, Unis Nous Sommes une Force ".

M. Lamine Seydou Traoré, ministre des Mines de l'Energie et de l'Eau, parrain du lancement du jour que info360.info interrogé à l'issue de la cérémonie de lancement

" Je dois les encourager, leur apporter mon appui et mon accompagnement, mais pour le seul intérêt général du Mali".

Auparavant, dans son discours de lancement solennel du MPE-MALI, Lamine Seydou Traoré,



actuel ministre des Mines de l'Energie et de l'Eau du gouvernement de transition en cours, après avoir fait un observer la minute de silence en hommage à l'ensemble des soldats maliens et étrangers, et civils tombés au champs d'honneurs pour défendre leur patrie, a déclaré : " Et nous en avons les moyens pour transformer notre crise actuelle en opportunité de développement durable"

Pour conclure son allocution, le parrain du lancement du Mouvement, dans le bonheur a souligné " Je dirais que cette action des jeunes rappelle à plus d'un titre ce que moi je qualifierais de la nouvelle devise des jeunes de mon pays : Agir d'abord, rectifier en suite s'il y a lieu, refaire tout à zéro s'il le faut, mais ne jamais laisser inactif à la recherche du parfait, la perfection étant par essence une chimère. Ensemble, agissons donc pour redonner à notre nation sa gloire perdue. Il s'agit pour nous aujourd'hui d'agir pour créer l'union sacrée des maliens autour de la survie du pays afin de rapprocher tous les maliens pour la consolidation de la paix et de la réconciliation nationale".

Dans ses mots de bienvenue, le représentant du Maire de la Commune IV dira : " Nous

sommes émus et heureux, de participer à cette cérémonie. Lamine Seydou Traoré est parrain des parrains par ce que je connais l'homme, un leader prodige pour la jeunesse. Soyons Unis pour être forts dans la défense de la patrie qui est un devoir pour Tous".

Le Président du Mouvement Patriotique pour l'Emergence au Mali MPE-MALI, M. Issa Dembélé de la Commune IV, a déclaré : " A travers vous, illustre parrain, nous jeunes, avons pris espoir et nous sommes désormais confiant en l'avenir. La lutte contre la corruption et l'impunité qui a été entamée est une source de motivation pour notre Mouvement "

S'agissant d'une éventuelle transformation du MPE-MALI en parti politique en vue des prochaines échéances électorales et générales, elle n'est pas encore connue.

La cérémonie a pris fin avec une note positive et optimiste. Et pour cette première, il y avait une grande mobilisation de jeunes et de femmes de tous âges.

M12 Camara

Source : Lumiere actu

L'appel du MALI KURA : La musique engagée d'un collectif d'artistes pour le changement

Afin d'appeler les Maliens à l'union et au changement de mentalité pour le renouveau du Mali, un collectif de jeunes artistes chante L'Appel du Mali Kura. Produite par le jeune réalisateur Bocary Tioulenta et lancée officiellement le jeudi dernier lors d'une cérémonie, la nouvelle musique engagée cartonne depuis sa mise en ligne le samedi 23 octobre 2021.

Ce single est plein d'émotions, de messages et surtout d'optimisme pour l'avenir du Mali. « De ses décombres, notre Maliba renaîtra. Porté sur le dos de ses enfants, c'est ensemble qu'on fera le Mali Kura », déclame le slameur Saccharose Buccal dans « L'Appel du Mali Kura » (le Mali nouveau). Ils sont au moins une vingtaine d'artistes maliens, des très connus au moins connus, à accorder leur voix à cette chanson qui invite chaque Malien à apporter sa pierre à la construction de l'édifice national. Parmi les artistes qui ont participé à L'Appel du Mali Kura, il y a Iba One, Delphine Mounkoro, Kirikou, Eva, Anaconda, Original Black AD, Saccharose. Selon le réalisateur du clip, Bocary Tioulenta, avec qui Sahel Tribune s'est entretenu le vendredi 22 octobre, les artistes ont été sélectionnés sur la base de leur degré de dévouement et d'engagement pour leur pays.

DIVERSITÉ LINGUISTIQUE ET ARTISTIQUE

Dans le clip, aucune couche sociale n'a été oubliée : des militaires aux vendeuses de fruits au bord des voies publiques, en passant par les étudiants ou d'autres citoyens dans différentes corporations, notamment les infirmières et les mécaniciens. Cet appel à l'union se traduit également par cette collaboration saine entre plusieurs artistes issus de différentes « ethnies ». Le drapeau porté sur le cou ou brandi avec fierté, chacun chante dans sa langue maternelle — sans oublier de prendre en compte la langue officielle du pays, le français. Toute chose qui traduit la diversité linguistique et artistique du Mali, mais aussi l'union dans la pluralité pour la prospérité d'un Mali en paix et émergent. « Peu importe la couleur de notre peau, le Mali a besoin de chacun de nous », peut-on entendre dans ce single d'une durée de plus de 4 minutes. Comme pour répondre aux critiques adressées à l'État par des citoyens, le Collectif Mali Kura

s'interroge : « Quand tu dis que l'État ne travaille pas, l'État c'est qui ? ». Le Collectif poursuit : « Aux dernières élections, tu as voté pour qui ? ». Ces questions poussent ainsi le citoyen à faire une introspection sur sa part de responsabilité dans les échéances électorales. D'où cet impératif : « Oublie les billets qu'ils [les candidats aux élections] t'offrent, intéresse-toi aux programmes ». Soucieux du devenir de son pays, ce message doit demeurer chez chaque citoyen malien.

« Apportons chacun notre pierre à l'édifice, c'est ainsi que nous bâtirons le Mali Kura », invite Grand M. Avant de demander : « Et toi, quelle est ta contribution pour le Mali Kura ? ». C'est sur cette question que se termine L'Appel du Mali Kura. Son réalisateur, qui estime que tous les maux du pays ne sont pas à mettre sur le seul dos des dirigeants, pense que « chaque citoyen est un moteur du changement » pour l'avènement d'un Mali nouveau.

BELLE INITIATIVE CITOYENNE ET PATRIOTIQUE

Convaincu que « la musique est la meilleure manière de passer un message », le jeune réalisateur Bocary Tioulenta prouve, à travers sa nouvelle production, que le talent ne manque pas dans ce pays, mais qu'il a besoin d'une meilleure organisation pour mieux être au service de la nation. Aussi ce single est-il une œuvre qui laisse montrer que les « chants et les danses sont très importants et peuvent

changer énormément de choses ». A en croire encore le jeune Tioulenta, cet « Appel du Mali Kura » vise surtout à éveiller les consciences en leur demandant de se lever et de se battre pour qu'« un jour nouveau arrive ». Présent lors de la cérémonie de lancement officiel du clip au Magic Cinema — Ex Babemba de Bamako, le ministre de la Refondation de l'État, M. Ibrahim Ikassa Maïga, a saisi l'occasion pour rappeler que « cette belle initiative citoyenne et patriotique, aussi instructive que forte en émotions, se tient à un moment où notre pays est confronté à une crise multiforme qui a fortement contribué à ébranler les fondements de l'État et de la Nation ». Cette cérémonie de lancement, en présence de la quasi-totalité des artistes participants au single, visait à « montrer aux Maliens » la vision du Collectif.

Son réalisateur estime que « ce projet n'est pas le [sien], mais celui de tous les Maliens ». Aussi, faut-il noter que cette initiative est soutenue par le Fonds d'Appui aux Moteurs du Changement — FAMOC, l'Office de Radiodiffusion et Télévision du Mali (ORTM), l'Ambassade royale du Danemark ainsi que Derhanne. Après la sortie officielle du single, beaucoup d'activités sont prévues dans le cadre de la diffusion des messages véhiculés dans L'Appel du Mali Kura.

La rédaction
Source: Sahel Tribune



Coup de force au Soudan : Le Général al-Burhan annonce la dissolution des autorités de transition

Des hommes armés ont arrêté, tôt ce lundi 25 octobre au matin, plusieurs dirigeants soudanais, dont le Premier ministre, après des semaines de tensions entre les autorités militaires et civiles de transition. Suivez en direct l'évolution de la situation.



Le général soudanais Abdel Fattah al-Burhan a annoncé la dissolution des autorités de transition et décrète l'état d'urgence.

- Tôt ce matin, l'armée soudanaise a arrêté plusieurs dirigeants civils de la transition dont le Premier ministre Abdalla Hamdok.

- Depuis l'aube, de nombreux manifestants sont dans les rues de Khartoum alors que les syndicats appellent à de la désobéissance civile. L'armée a tiré « à balles réelles » sur des protestataires devant les quartiers généraux de l'armée en fin de matinée.

- La communauté internationale se dit inquiète suite au « coup d'État ».

Pour le récapitulatif des événements, nous utilisons les heures françaises (TU+2).

13h03 : Le président français Emmanuel Macron condamne et appelle « au respect de l'intégrité du Premier ministre ». « J'exprime notre soutien au gouvernement de transition soudanais et appelle à la libération immédiate et au respect de l'intégrité du Premier ministre et des dirigeants civils », a souligné le prési-

dent français dans un tweet.

12h22 : La Commission européenne a appelé à la « libération rapide » des dirigeants civils du gouvernement du Soudan, dont le Premier ministre, arrêtés par les forces de sécurité, et réclamé un rétablissement « urgent » des communications dans le pays. « Nous appelons urgemment à ce que les moyens de communications ne soient pas entravés pour permettre de joindre ceux qui en ont besoin », a déclaré Nabila Massrali, une porte-parole de l'exécutif européen, ajoutant que « toute violence et bain de sang devaient être évités à tout prix ».

12h14 : Le général soudanais Abdel Fattah al-Burhan, qui dirigeait le Conseil de transition, annonce la dissolution du Conseil de ce Conseil ainsi que du gouvernement. Il déclare aussi qu'un état d'urgence est décrété dans l'ensemble du pays. Il ajoute enfin qu'un « gouvernement de personnes compétentes » va être formé. En bref, les militaires reprennent le contrôle, résume notre correspondant à Khartoum, Elliot Brachet. Le général a réitéré

son attachement à « la transition vers un État civil » et promis de créer les nombreuses institutions étatiques, comme la Cour suprême, qui auraient dû voir le jour il y a plusieurs mois, selon le calendrier de transition acté après le renversement de l'autocrate Omar el-Béchir en 2019.

11h46 : L'Union africaine appelle à une « reprise immédiate » du dialogue entre civils et militaires. « Le président de la Commission de l'Union africaine, Moussa Faki, a appris avec une profonde consternation la grave évolution de la situation au Soudan », affirme un communiqué de l'organisation panafricaine, en appelant à « la reprise immédiate des consultations entre civils et militaires » qui se partagent le pouvoir depuis 2019.

11h30 : La vice-présidente du parti Oumma, qui fait partie de la coalition du Conseil souverain, Maryam Sadeq al-Mahdi, confirme à RFI les arrestations de plusieurs ministres et de plusieurs responsables politiques civils y compris de son parti.

Les militaires doivent faire marche arrière en ce qui concerne le coup de force de ce matin. Je fais appel à eux pour qu'ils ne gâchent pas cette position honorable prise lorsqu'ils ont pris part pour le peuple soudanais et sa révolution glorieuse le 11 avril 2019. Je fais appel à eux pour qu'ils maintiennent leur position pour un partenariat politique avec les civils. Ce partenariat qu'on a convenu de renforcer. Tout rejet de leur part de cet accord fera face à une réaction du peuple soudanais dans toutes les régions. Ce peuple est déjà dans les rues pour refuser les arrestations. Je vois autour de moi les colonnes de fumée de tous les côtés, depuis tôt ce matin. Mes enfants sont tous dans la rue, à côtés de leurs frères et sœurs.

11h20 : L'armée tire sur des manifestants refusant le coup de force à Khartoum, selon le ministère de l'Information. L'armée a tiré « à balles réelles » sur des protestataires devant les quartiers généraux de l'armée, dans le centre de Khartoum, dont l'accès est bloqué par des blocs de béton et des soldats depuis plusieurs jours, a ajouté le ministère sur Facebook.

11h17 : Le bureau du Premier ministre soudanais Adballa Hamdok, aux mains de l'armée lundi matin, a appelé dans un communiqué diffusé par le ministère de l'Information à « manifester » contre « un coup d'État ». « Nous

appelons la population soudanaise à protester par tous les moyens pacifiques possibles », indique le bureau.

10h57 : L'Allemagne condamne la tentative de coup de force, qui doit « cesser immédiatement » pour permettre la poursuite d'une « transition politique pacifique vers la démocratie », selon un communiqué du ministre des Affaires étrangères.

10h21 : La télévision d'État au Soudan a annoncé que le général Abdel Fattah al-Burhan, à la tête de la transition soudanaise, allait prendre la parole sous peu. Depuis une heure, cette télévision était prise d'assaut par des soldats à Omdourman, ville jumelle de Khartoum uniquement séparée par un pont sur le Nil. « Des employés sont retenus », selon le ministère de l'Information, alors qu'un long concert de musique traditionnelle est diffusé à l'antenne.

10h01 : Les arrestations des dirigeants civils au Soudan sont « inacceptables », a estimé l'émissaire de l'ONU au Soudan Volker Perthes, se disant « très inquiet des informations sur un coup d'État ». Vingt minutes auparavant, le secrétaire général de l'organisation panarabe, Ahmed Aboul Gheit, a fait part dans un communiqué de sa « profonde préoccupation face aux développements » au Soudan et appelé « toutes les parties à respecter » l'accord de partage du pouvoir de transition établi en 2019.

9h45 : Les syndicats des médecins et des banques ont appelé ce lundi les Soudanais à la « désobéissance ». Deux heures plus tôt, l'Association des professionnels, l'un des fers de lance de la révolte qui a mis fin en 2019 à la dictature du président Omar el-Béchar, avait déjà appelé à la désobéissance civile à Khartoum alors que la capitale était plongée dans le chaos.

9h01 : Le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, a fait part sur Twitter de la grande préoccupation de l'Union européenne concernant l'évolution de la situation au Soudan.

8h29 : Des forces armées détiennent dans un lieu non identifié le Premier ministre soudanais, Abdalla Hamdok, qui a été arrêté après avoir refusé de soutenir un « coup d'État », a rapporté le ministère de l'Information dans un communiqué.

8h27 : Les États-Unis se disent « inquiets » à la suite d'annonces de prise de pouvoir par des militaires. L'émissaire Jeffrey Feltman prévient



que « tout changement du gouvernement de transition mettrait en danger l'aide américaine ».

7h27 : La plupart des ministres et les membres civils du Conseil de transition ont été arrêtés annonce le ministère de l'Information. Ces arrestations ont eu lieu à moins d'un mois de la date prévue de transmission du pouvoir des militaires aux civils.

6h04 : L'Internet est coupé selon des journalistes de l'AFP.

6h00 : À l'annonce des arrestations, des manifestants se sont spontanément installés dans les rues de Khartoum pour protester, ils ont brûlé des pneus, coupé des routes et des ponts alors que la ville connaît un déploiement militaire renforcé. « Nous n'accepterons pas de régime militaire et nous sommes prêts à sacrifier nos vies pour la transition démocratique », a juré un des manifestants à l'AFP.

Retour sur les événements des derniers jours : Les civils avaient multiplié les mises en garde depuis plusieurs semaines « contre un coup d'État » fomenté par les militaires. Ces derniers jours, la tension était montée entre

les camps des civils et des militaires. Le 16 octobre, indique l'AFP, des pro-armée ont planté leurs tentes devant le palais présidentiel où siègent les autorités de transition, partagées entre civils et militaires selon la transition qui devait s'achever en 2023. En réponse, le 21 octobre, des pro-civils sont descendus par dizaines de milliers dans les rues des différentes villes du pays, dans un joyeux festival pour, disaient-ils, « sauver » leur « révolution ». Depuis, le sit-in des pro-armée a débordé ailleurs dans Khartoum.

Le bloc civil, les Forces pour la liberté et le changement, qui a conduit les manifestations contre el-Béchar, s'est désormais scindé en deux factions qui s'opposent. L'armée et les forces sécuritaires, dirigées par d'anciens bras droits d'el-Béchar, ont multiplié les déclarations pour dire qu'ils ne peuvent pas remettre le pouvoir à des civils divisés entre eux. Jusqu'à présent, ce sont les militaires qui dirigeaient le Conseil souverain dont la présidence devait passer aux civils le 17 novembre.

Source : RFI



Assassinat de Thomas Sankara : Des chercheurs insistent pour que le procès soit enregistré

Au Burkina Faso, des chercheurs lancent une pétition pour l'enregistrement vidéo ou audio du procès des présumés assassins du président Thomas Sankara. Après la décision du président de la première chambre du Tribunal militaire de Ouagadougou de refuser l'enregistrement du procès, ces chercheurs espèrent recueillir au moins 10 000 signatures pour pousser le tribunal à revoir sa position.



Pour le chercheur burkinabè Rassablega Seydou Ouédraogo de l'institut Free Afrik, il faut penser aux enjeux historiques de cette affaire Thomas Sankara. Il espère que les signatures obtenues pousseront le tribunal à revoir sa position sur l'archivage du procès : « Je sais ce que cela veut dire d'être en difficulté à trouver des informations, des documents, des archives sur ce qui nous intéresse. Deuxièmement, on ne peut pas construire une nation en ne sachant pas d'où elle vient. Nous pensons qu'il est vraiment indispensable d'archiver ce procès pour l'histoire. Ce n'est pas une bagarre pour expliquer

que le droit est de leur côté, ce n'est pas une question juridique. C'est une question d'enjeux pour demain, pour nos enfants ».

« Il faut que ça serve pour la mémoire collective »

L'universitaire Aziz Salmone Fall, coordonnateur de la campagne internationale « Justice pour Thomas Sankara », souhaite que le président de la première chambre du tribunal use de son pouvoir discrétionnaire pour autoriser l'enregistrement du procès : « Pour notre part, nous avons toujours conservé les archives que ce soit dans tous les procès que nous avons

eu au Burkina dans l'affaire Sankara, à toutes les instances, ainsi qu'aux Nations unies. Et nous espérons effectivement que ces archives seront des pièces d'anthologie du pays ».

Cette pétition est soutenue par plusieurs organisations de la société civile dont le Balai citoyen. Eric Kinda est le porte-parole de ce mouvement : « Le principe de la mémoire collective veut que, dans la vie d'une nation, il y a des événements importants qui marquent, il faut sécuriser, il faut que ça serve pour la mémoire collective ».

Source : RFI

Ligue des champions : Horoya qualifié en phase de poules, pas l'ASEC

Le Horoya AC fera partie des seize équipes qui disputeront la phase de groupes de la Ligue des champions africaines. Le club guinéen s'est qualifié en battant le Stade Malien 2-1, ce 24 octobre 2021 en deuxième tour retour. En revanche, la formation ivoirienne ASEC Mimosas a été sortie de justesse par un CR Belouizdad vainqueur 2-0.

On connaît les seize équipes qui disputeront la phase de groupes de la Ligue des champions (C1) 2021-2022 et les seize qui se devront de se contenter du tour de cadrage de la Coupe de la Confédération. Ce 24 octobre, le deuxième tour de la C1 s'est en effet achevé.

Un dimanche marqué par la démonstration 6-1 du Wydad Casablanca (Maroc) face à Hearts of Oak (Ghana). Mais ça aura été la seule large

victoire du jour. Les autres confrontations ont en effet été globalement serrées, à l'image de celle entre le CR Belouizdad et l'ASEC Mimosas.

L'ASEC et le FC Nouadhibou sortis de justesse

Vainqueurs 2-0, les Algériens se sont qualifiés grâce au but qu'ils avaient inscrit au match aller lors d'une défaite 3-1 chez les Ivoiriens.

Une règle du but marqué à l'extérieur qui a également été fatale au FC Nouadhibou (Mauritanie), battu 2-0 sur la pelouse de l'Entente sportive sétifienne (Algérie), ainsi qu'au Simba SC (Tanzanie), vaincu 3-1 au retour par Jwaneng Galaxy (Botswana).

Horoya y sera encore

Même la double confrontation entre l'Espérance de Tunis et Al Ittihad (Libye) a été indécise (0-0 à l'aller et 1-0 au retour).

Les Mamelodi Sundowns (Afrique du Sud), tombeurs 2-0 de l'AS Maniema Union (RDC), et Horoya (Guinée), qui a écarté 2-1 le Stade malien, ont eu un peu moins de mal à passer. Pour le club guinéen, c'est d'ailleurs une confirmation. La formation de Conakry était déjà présente en phase de poules de la Ligue des champions 2020-2021.

Source : RFI

GROUP STAGE

QUALIFIED TEAMS



#TOTALENERGIESCAF



Bélier (21 mars - 19 avril)

Vos projets se préciseront considérablement, ce qui vous permettra de concentrer vos énergies là où vous pourrez donner le meilleur de vous. Certes, la route ne sera pas complètement dégagée, mais les défis seront là pour prouver ce que vous valez.

Entre des rentrées d'argent irrégulières et des frais fixes à assumer, vous aurez l'impression d'être en mauvais équilibre sur une corde au-dessus du sol. Si on vous doit de l'argent, il faudra être tenace, car vous aurez affaire à un débiteur récalcitrant.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Rendez-vous annulé, points de vue divergents ou problèmes d'organisation, voilà ce qui vous guettera. Notez que vos relations hiérarchiques pourraient se compliquer à cause d'informations déformées ou qui circuleront difficilement d'un poste à l'autre.

Jupiter bien positionné dans votre secteur argent vous facilitera la vie et vous permettra des dépenses, à condition de ne pas abuser de votre carte bleue. Mais à priori, vous aurez suffisamment la tête sur les épaules pour bien gérer votre budget.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Les collègues ne semblent guère vous aider, au contraire. Il est possible qu'on vous demande de finir une tâche sous un délai express. Le courage peut momentanément vous manquer dans cette journée difficile. Faites des pauses pour vous régénérer.

Vous devez rester prudent vis-à-vis de l'argent. Les frais sont encore élevés et ils peuvent faire fondre une partie de vos revenus. Vous prenez les choses avec humour. C'est la meilleure façon de voir ces concessions actuelles. La patience est recommandée.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Le Soleil vous fera entrer dans une période constructive. Vous aurez l'occasion de signer un avenant ou un contrat, avec l'assurance que les engagements pris le seront pour longtemps. Extrêmement prudent, vous n'accepterez jamais un travail non déclaré.

Vous ferez un double noeud aux cordons de la bourse que vous ne dénouerez que pour des dépenses utiles ou pour vous acquitter des charges de la vie courante, comme l'électricité, le loyer ou les impôts ! Vous resterez sur l'idée de demeurer économe...



Lion (22 juillet - 23 août)

Besogneux, vous irez jusqu'au bout de vos tâches sans lever le nez de vos dossiers. Sauf qu'un collègue vous dérangera, car il aura besoin de vos services. Vous vous souviendrez à temps qu'il sera champion pour que les autres bossent à sa place.

Parce que le calendrier affiche un vendredi 13, vous croirez à votre chance financière et vous serez tenté de jouer pour gagner le gros lot. Avec toutes ces planètes en Vierge, vous risquerez de vous leurrer, car les sous ne rentreront pas par ce biais.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous voudrez jouer la carte de la discrétion, mais les planètes s'ingénieront à vous pousser sur le devant de la scène. Coaché par Uranus, vous vous mettrez au diapason de vos collègues, gagnerez la confiance de votre hiérarchie ou d'un nouvel employeur.

Vos finances ne feront pas trop de bruit, ce qui vous ira bien, car vous n'aurez pas trop la tête à vous en occuper. Tant que personne ne viendra vous réclamer de l'aide pour un achat, une somme d'argent à avancer, vous n'aborderez pas du tout le sujet.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous devriez retrouver confiance en vous pour avancer. Le poste actuel vous dévalorise et vous attendez une meilleure fonction. Un collègue peut vous apporter du réconfort et des contacts. Des étapes sont nécessaires pour éprouver la satisfaction.

Jouez encore la carte de la réserve. Vous pouvez comparer les prix, observez, mais évitez les achats impulsifs. Le climat est encore dépensier. Vous risquez de vouloir refaire votre garde-robe. L'envie de séduire entraîne des frais supérieurs à ceux estimés.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Avec une structure professionnelle solide, vos projets se concrétiseront. A travers les effets positifs de la pleine Lune, vous aurez vraiment le vent en poupe et il faudra en profiter au maximum. Un vrai soldat aux yeux de votre direction !

Aujourd'hui, vous vivrez un vrai regain financier et les mauvaises surprises seront de plus en plus rares. Ami Scorpion, vous demanderez simplement à vivre de manière confortable et sans compter sans arrêt vos sous. Rien de plus et rien de moins !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

À fond derrière vous, les planètes activeront votre réflexion, votre précision, votre efficacité. Et c'est exactement ce dont vous aurez besoin pour défendre vos idées, avancer sur vos dossiers et vous affirmer significativement dans vos fonctions.

L'argent risquera de vous filer entre les doigts sans même vous laisser le temps de prévoir le coup. Autant dire qu'entre les charges courantes et des dépenses imprévues, vous aurez besoin de tous vos talents de gestionnaire pour retomber sur vos pieds.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si vous le pouvez, vous prendrez plus vite la poudre d'escampette et lâcherez le bureau plus tôt. Pour les autres, vous mettrez le turbo, avec le même état d'esprit de vouloir en finir rapidement et de profiter de cette fin de journée pour vous détendre.

Vous vous occuperez beaucoup de vos comptes, surtout pour savoir combien vous pourrez dépenser, sans vous mettre en danger. L'envie d'une escapade de quelques jours vous reprendra car vous aurez besoin de décompresser, avant que les jours raccourcissent.



Verseau (20 janvier - 19 février)

L'activité professionnelle connaît un moment de calme. Vous aimeriez évoluer vers un nouveau poste. Une petite formation est envisagée. Elle vous permet de changer de secteur et de relancer votre carrière. Il est essentiel d'avoir confiance en vous.

Des économies sont à venir, car la trésorerie s'épuise. Pour renouveler votre budget, évitez de craquer sur des gadgets. Ils vous attirent et vous lassent vite. Il n'y a pas de recette magique pour garder la stabilité. Différez vos achats importants.



Poisson (19 février - 21 mars)

À cause du carré Lune-Jupiter, vous ne parviendrez pas à chasser de votre tête vos soucis personnels. Du coup, vous cumulerez les tracas professionnels avec vos autres ennuis. Vous serez moins détendu que d'habitude. Vos collègues s'en rendront compte...

Avec Jupiter associé à la Lune, de mauvaises surprises financières seront possibles, comme par exemple des rappels concernant des contraventions impayées... Aujourd'hui, vous nagerez au milieu d'incertitudes et vous pourrez d'ailleurs perdre pied.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23